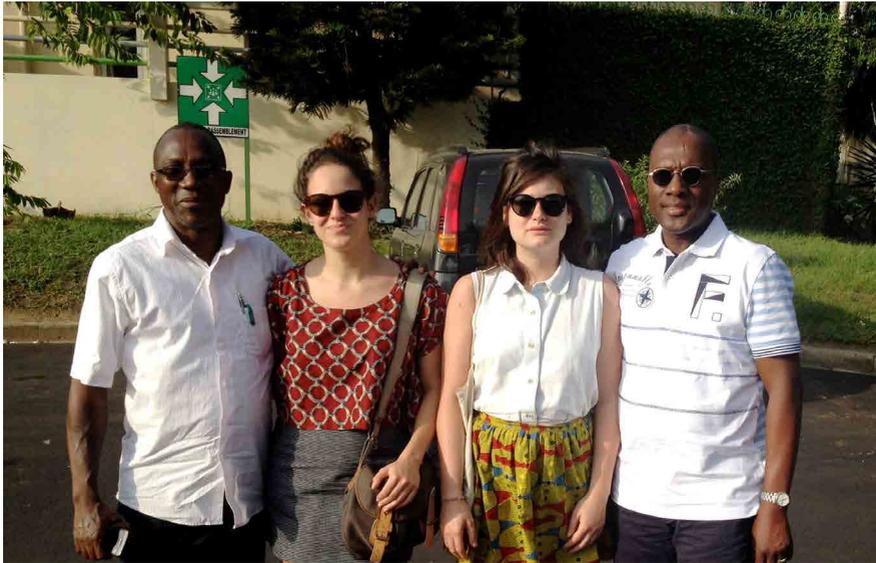


ABOBO
BAOULÉ
Village –
quartier

Claire Arnaud & Philomène Delrue



De gauche à droite: Chef adjoint du village, Claire Arnaud, Philomène Delrue, Chef du village.

Auteurs

Claire Arnaud & Philomène Delrue

Remerciements

Nous adressons nos remerciements les plus sincères et amicaux au village d'Abobo Baoulé, à son chef Amondji Djongon Claude et aux notables.

Merci à l'Association des Femmes d'Abobo Baoulé et à l'équipe enseignante du groupe scolaire Sadjro.

Une attention particulière au chef adjoint Yobou Nampe Clotaire, pour sa confiance et son investissement dans le suivi de ce projet.

Merci à nos professeurs pour l'envie et la motivation qu'ils ont su nous impulser et pour leur soutien tout au long de cette année.

Merci à nos chers parents respectifs de nous avoir encouragées et soutenues dans cette aventure.

Merci à Lise et Julien.

Merci à la famille Biberson pour son accueil, sa disponibilité et ses attentions.

Merci à nos amis, nos amours.

Contacts

arnaud.delrue.architecture@gmail.com

claire.adt@gmail.com

delrue.philo@gmail.com

Avant-proposp. 6 à 11

Introduction p. 12 à 15

I. Contexte

UNE MÉTROPOLE EN SORTIE DE CRISE

1. Abidjan . ville complexe et cahotique p. 18 à 65

2. Abobo . commune défavorisée et délaissée p.66 à 75

3. Abobo Baoulé . village en mutation p. 76 à 125

II. Stratégies

RESILIENCE VERS UN VILLAGE-QUARTIER

1. Stratégie méthodologique p. 128 à 133

2. Abobo Baoulé, Village-quartier p. 134 à 144

3. Des équipements pour renforcer la cohésion :

- Requalification de l'espace de production de l'Attikié p. 146 à 185

- Création d'une cité scolaire p. 186 à 221

Conclusion p. 224 à 226

Bibliographie p. 230 à 234

Annexes p. 238 à 251

L'état de crise constaté aujourd'hui à une échelle internationale nous conduit à un changement de paradigme : modifier nos modes de production et de consommation pour tendre vers des actions davantage régulées.

Nos sociétés sont divisées et laissent place à de nombreuses formes d'inégalités : inégalités des sexes, des droits, des richesses, des ressources etc.

Les théories du Care développées par la philosophe Joan Tronto¹ s'appuient sur les notions de « dépendance, d'interdépendance, de vulnérabilité et d'autonomie »² mettant en évidence les fragilités de notre monde et de nos sociétés : dépendance vis à vis d'un soin ou d'une assistance, dépendance face à un manque de ressource etc.

Joan Tronto fait la critique d'une démocratie qui exclut davantage qu'elle inclut. Elle souligne ainsi l'enjeu majeur de la politique dans l'établissement d'une *caring democracy*³. Ce concept se développe à travers toutes les composantes d'une société (économie, santé, éducation, urbanisme, architecture etc.). Ainsi, les résonnances et questionnements entre théorie et pratique architecturale sont vivement exacerbés.

Aussi, l'opinion publique s'accorde de plus en plus à valoriser un développement durable.

« Le développement durable doit répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à

1. Joan Tronto : philosophe politique américaine proposant une approche politique et sociale du care, ce qui suppose de prendre au sérieux les activités de service et toutes les institutions qui prennent en charge la grande vulnérabilité vitale ou sociale. « Le care peut apparaître comme un concept politique utile, susceptible de nous aider à repenser la coopération démocratique d'êtres qui sont tous fondamentalement vulnérables, comme l'est aussi leur monde ». TRONTO Joan, 2009. Un monde vulnérable pour une politique du care, ed. La découverte.

2. BRUGERE Fabienne, 2011. Ethique du care, ed. Que sais je, p.82.

3. TRONTO Joan, 2009. Un monde vulnérable pour une politique du care, ed. La découverte.

Entretien avec Joan TRONTO sur le rôle de l'architecture dans l'établissement d'une caring democracy : Conférence The Challenges of Medical Care in a Caring Democracy, organisée par le laboratoire Ethos plateforme interdisciplinaire d'éthique au sein de l'université Unil à Lausanne le 6 juin 2013.

répondre aux leurs »⁴. Il s'agit de porter attention (*to take care*) aux trois piliers : écologique, économique et social.

Cependant, cette notion est souvent employée de manière inappropriée, réductrice ou connotée donnant lieu à des amalgames entre durable et écologie.

Ces problématiques d'inégalité et de vulnérabilité sont particulièrement vives et observables dans les métropoles des pays pauvres ou émergents, dans lesquelles le développement et la croissance économique priment souvent sur les questions sociales, écologiques et culturelles.

C'est notamment le cas en Afrique, continent le moins urbanisé mais où la croissance urbaine est la plus forte (jusqu'à 7% par an).

En 2100, un habitant sur trois de la planète serait africain contre un sur sept actuellement⁵. La population citadine africaine atteindrait 1,2 milliards d'habitants en 2050 (contre 415 millions aujourd'hui) soit 60% de la population du continent (2,3 milliards)⁶.

Ces bouleversements démographiques entraînent des mutations spatiales urbaines et des situations d'anarchie, d'insalubrité, d'insécurité et de pauvreté.

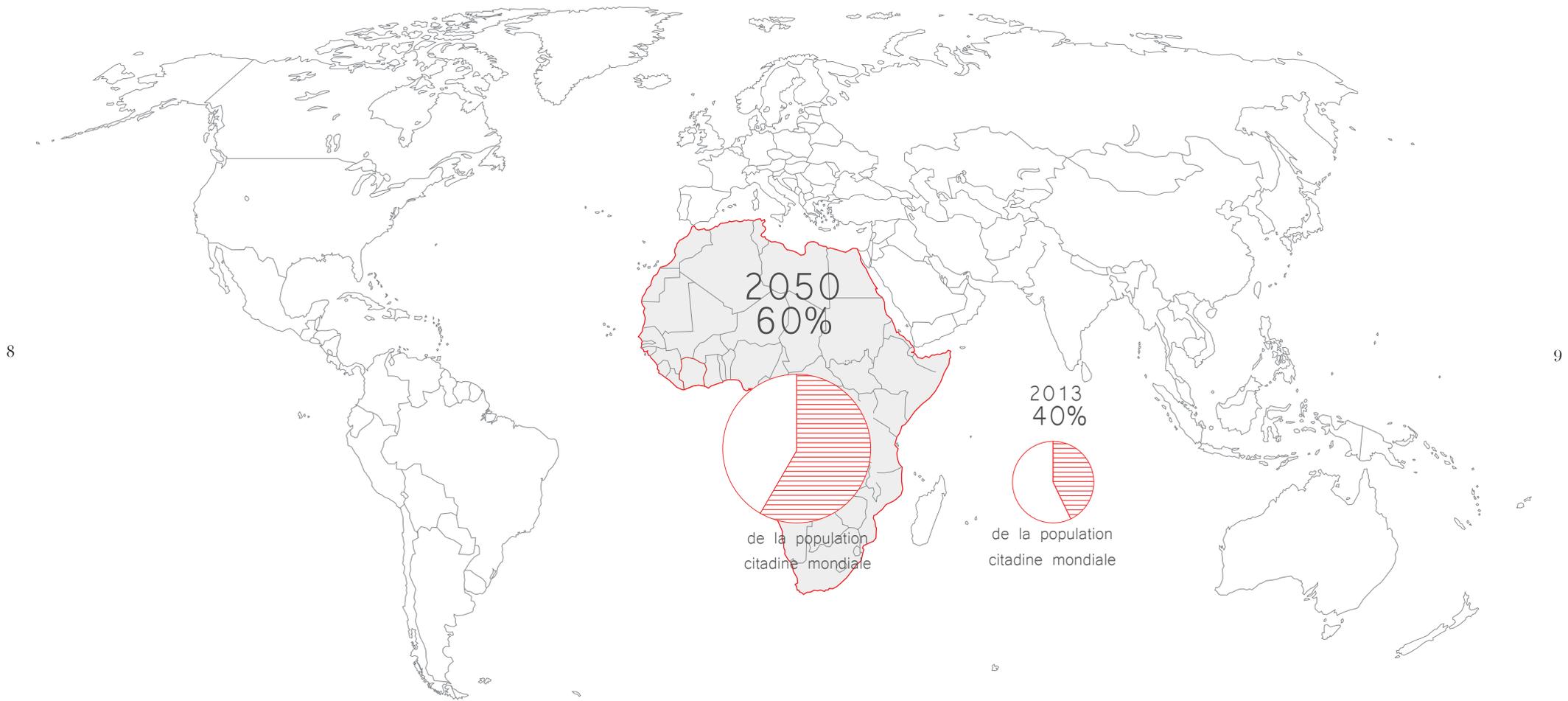
Face à cette prise de conscience, le projet architectural et urbain se doit d'appréhender la complexité de ces sociétés contemporaines, en constante évolution et mutation.

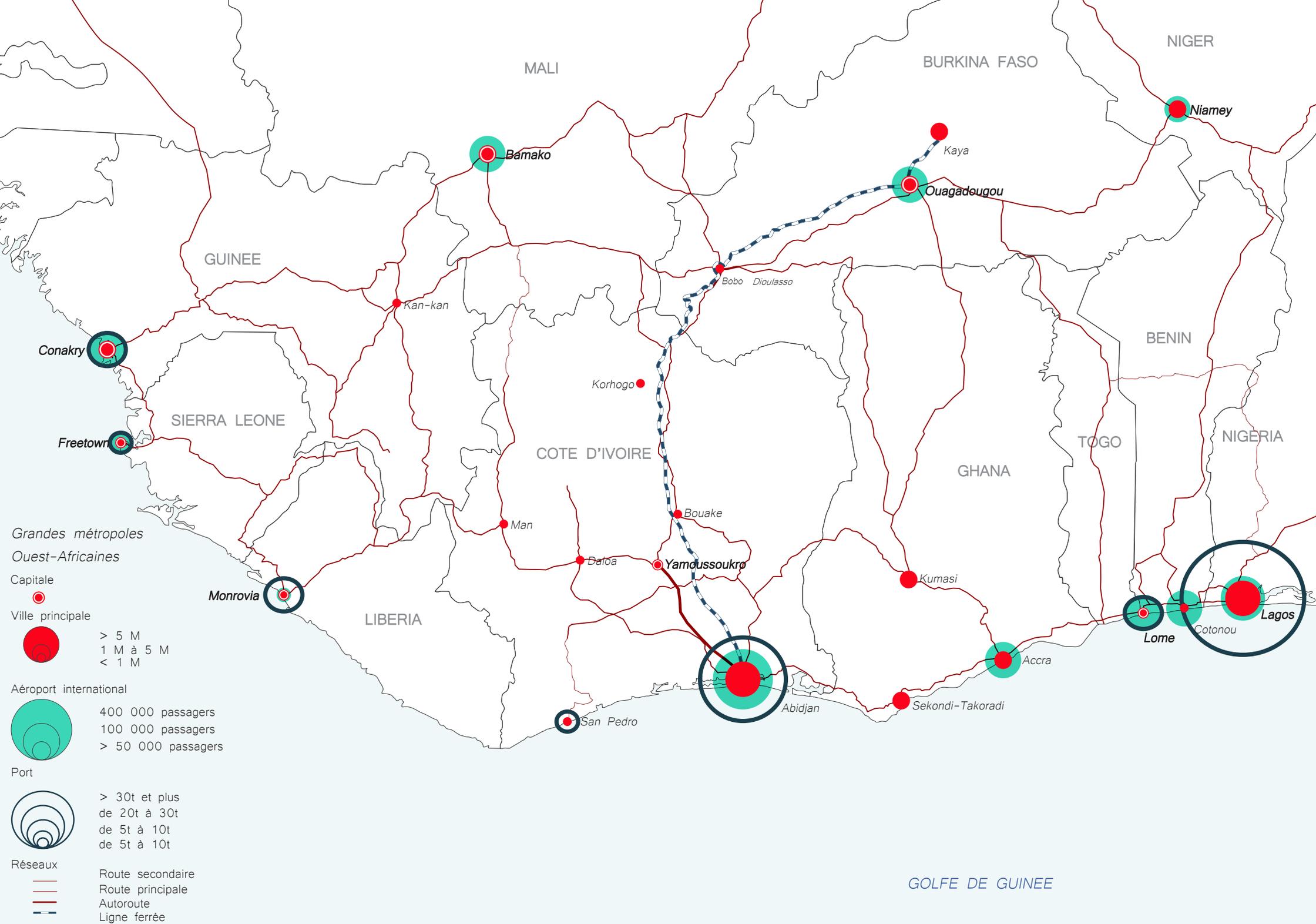
A ce titre nous nous sommes intéressées au cas des métropoles africaines et aux enjeux qu'elles soulèvent : renforcer la cohésion sociale, apporter plus de cohérence à la cohabitation entre l'homme et son environnement.

4. Définition de la Commission mondiale pour l'Environnement et le Développement de l'ONU en 1987.

5. La planète comptera alors plus de 10 milliards de personnes, contre 7 actuellement.

6. Selon l'Ined, Institut national d'études démographiques (<http://www.ined.fr/fr/>)





Grandes métropoles
Ouest-Africaines

- Capitale
- Ville principale
- > 5 M
- 1 M à 5 M
- < 1 M

- Aéroport international
- 400 000 passagers
- 100 000 passagers
- > 50 000 passagers

- Port
- > 30t et plus
- de 20t à 30t
- de 5t à 10t
- de 5t à 10t

- Réseaux
- Route secondaire
- Route principale
- Autoroute
- Ligne ferrée

GOLFE DE GUINEE



Étalement urbain et urbanisation des espaces ruraux

● villages

En 2020, se sera formée une conurbation ouest-africaine entre Abidjan et Lagos avec une population de plus de soixante millions de citadins comparable à celle de la côte Est des Etats-Unis.

Composée de trois mégapoles de plus de dix millions d'habitants chacune et de trois cent villes de plus de cent mille habitants, elle constituera vraisemblablement la plus grande tache de pauvreté urbaine de la planète¹.

Intéressées par les enjeux que propose l'extension rapide de ces métropoles, tels que la planification urbaine, l'impact sur le cadre bâti, ou les défis à relever en matière de gouvernance et de soutenabilité, nous avons orienté notre étude sur le cas d'Abidjan en Côte d'Ivoire.

En soixante ans, la métropole Abidjanaise et son district d'une superficie de 2119 km² a multiplié par cent sa population (90 000 habitants en 1950 pour 9 millions aujourd'hui²). Cette fulgurante évolution résulte de la combinaison de plusieurs facteurs : un fort taux de natalité, un important exode rural et des flux migratoires provenant des pays voisins.

Ce phénomène, se traduit par une expansion urbaine soudaine et incontrôlée, générant de fortes modifications structurelles, organisationnelles et économique. On observe notamment l'absorption successive de zones rurales et de villages au sein de la métropole.

Aujourd'hui, l'intégration des structures villageoises se révèle mal définie et confuse. Les deux systèmes que sont la ville et le village se trouvent ainsi dans une situation ambiguë d'inclusion et d'interaction, dans laquelle les statuts de villageois et de citadin se confondent.

1. D'après l'OCDE Organisation de Coopération et Développement Economiques.
2. Estimation actuelle de l'INS d'après le dernier recensement de 1998.

Délaissées et marginalisées par l'Etat, ces zones rurales sont *phagocytées* par la ville au détriment de leur population, leur culture et leurs activités économiques agricoles; les enjeux fonciers sont de plus en plus concurrentiels faute d'espace disponible. Ces zones rurales se trouvent alors en situation de vulnérabilité et de précarité.

Dans ce contexte, complexe et chaotique, le village d'Abobo Baoulé, rattrapé par la ville depuis les années 1980, constitue un cas singulier à travers son engagement et l'organisation de sa population, pour la réalisation de divers projets d'aménagement. Avec l'ambition d'améliorer sa condition précaire, Abobo Baoulé affirme sa volonté d'adaptabilité face aux bouleversements qu'il subit.

C'est pourquoi, motivées par la dynamique de ce village, nous avons choisi d'orienter notre étude sur ce cas. En effet, la poursuite et l'approfondissement des efforts initiés par la population nous a semblé intéressant et judicieux à valoriser.

En quoi la préservation et l'intégration des structures villageoises se révèlent comme un moteur de développement pour la métropole ?

Comment redéfinir le rôle et la fonction du système villageois dans la perspective d'un développement autonome de celui-ci et en relation d'interdépendance avec la métropole ?

Face à cette situation de crise, l'établissement d'un *village-quartier* nous apparaît comme un modèle à valoriser pour mener le village vers un état de résilience³.

La planification urbaine et architecturale peuvent-elles participer à ce processus de résilience et être moteur d'intégration pour la population ?

3. La notion de résilience désigne de manière générale la capacité d'un organisme, un groupe ou une structure à s'adapter à un environnement changeant. cf page

Pour ce faire, nous présenterons dans un premier temps le contexte dans lequel s'inscrit le village d'Abobo Baoulé : une métropole en sortie de crise, une commune défavorisée et délaissée, un village en mutation.

Dans un second temps, la proposition d'une *méthode de résilience* constituera la trame de nos stratégies : stratégies territoriales autour de la création d'équipements pour un *village-quartier*, stratégies locales pour la création d'une cité scolaire et la requalification de l'espace de production de l'attiéké⁴.

Aussi, pour ce projet de fin d'études, nous détaillerons ces deux programmes attachés aux thèmes de l'éducation et de l'autonomisation des femmes.

Nous avons entrepris deux voyages d'études de trois semaines chacun.

Notre premier séjour nous a permis de prendre connaissance des différents projets de divers acteurs de la ville afin d'en observer leurs similitudes et oppositions. Ainsi, nous avons pu rencontrer et échanger avec divers politiques, bailleurs de fonds, habitants, ONG, universitaires, architectes, urbanistes, bureaux d'étude.

Nous avons eu notamment l'opportunité, par l'intermédiaire de la Banque mondiale, de visiter le village d'Abobo Baoulé et de nouer un premier contact avec Le Chef adjoint du village, M. Clotaire Yobou Nampé, avec lequel nous avons travaillé tout au long de l'année lors de différentes séances de travail à Paris, au village ou par l'intermédiaire d'échanges internet.

Notre second séjour à Abobo Baoulé nous a permis de réaliser un travail de concertation avec la population du village, l'Association des Femmes, la Chefferie et ses notables afin de comprendre les réels besoins des populations et de prendre conscience des enjeux des différents sites.

4. Semoule de manioc fabriqué de manière artisanale.



1. Abidjan . ville complexe et chaotique

- . Histoire
- . Abidjan aujourd'hui
- . Absence de planification urbaine
- . Expansion urbaine anarchique
- . Pénurie de logements
- . Précarité du cadre bâti
- . Absence de mobilité
- . Insalubrité
- . Plan stratégique de développement

2. Abobo . commune défavorisée et délaissée

- . Une commune peuplée et cosmopolite
- . Une commune affaiblie
- . Un environnement précaire
- . Une population vulnérable

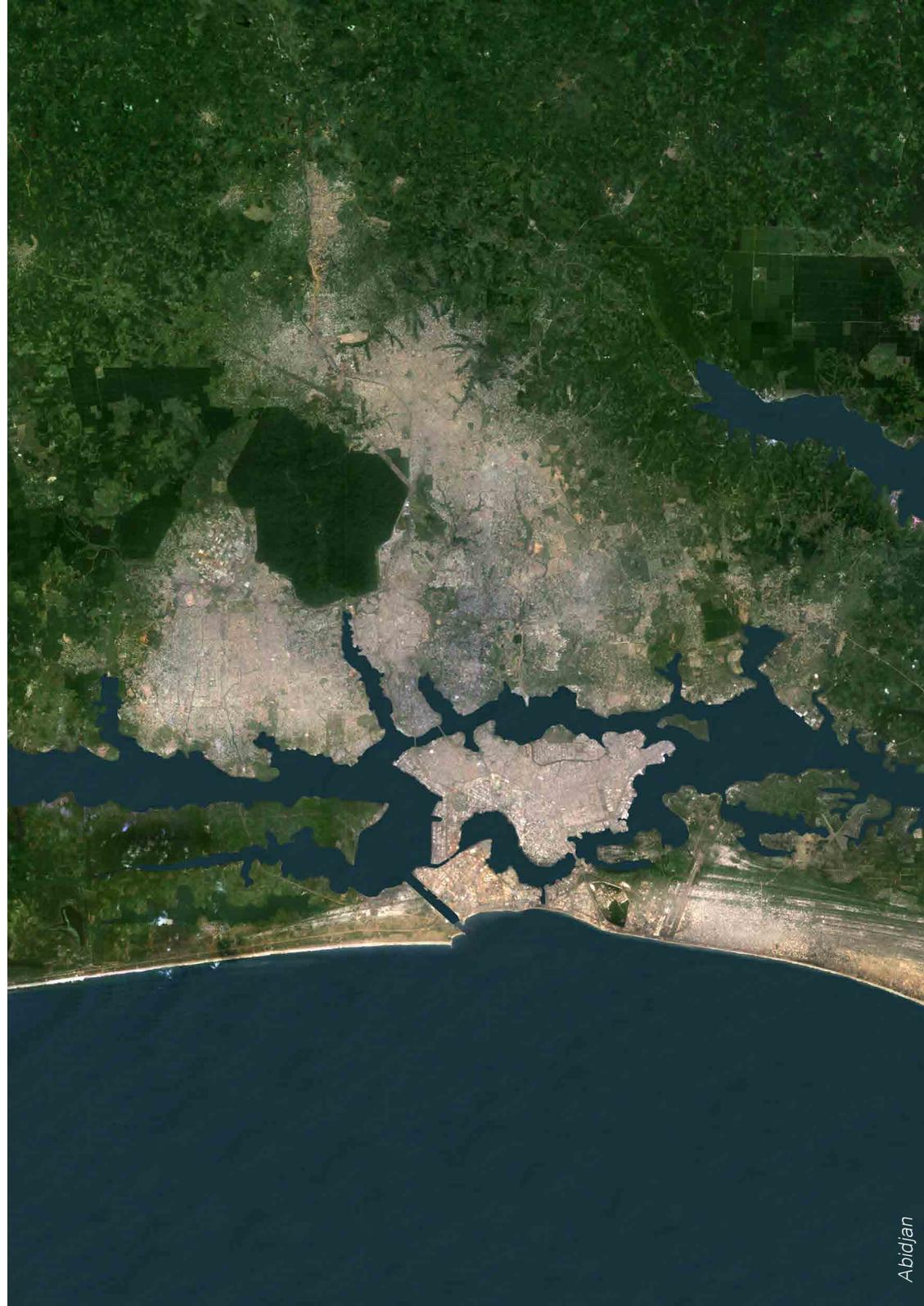
3. Abobo Baoulé . village en mutation

- . Des mutations successives
- . Une volonté d'adaptabilité
- . Le manioc, source d'activité au village
- . Un héritage d'équipement à revaloriser
- . Un socle traditionnel
- . Une typologie d'habitat sur cour

I.1

CONTEXTE . UNE MÉTROPOLE EN SORTIE DE CRISE

Abidjan . ville complexe et chaotique



Abidjan est une métropole dans laquelle de multiples composantes ethniques, culturelles, et communautaires s'entremêlent formant une structure sociale, culturelle et urbaine complexe.

Histoire

Avant d'être une ville coloniale, les terres d'Abidjan sont habitées par des villages Atchans ou Ebriés répartis autour de la lagune.

En 1893, la Côte d'Ivoire devient une colonie. Avec la mise en service du wharf d'Abidjan en 1901, des comptoirs français s'installent sur le terrain surélevé du Plateau qui fait l'objet d'un lotissement important selon un plan orthogonal.

En 1906 commence la construction d'une ligne de chemin de fer qui reliera Aidjan à Ouadougou, en 1934.

En 1928, en prévision de la future désignation d'Abidjan comme capitale¹, les autorités coloniales élaborent un plan d'urbanisme en y planifiant trois quartiers distincts : le Plateau pour les institutions gouvernantes, Cocody pour les résidences des européens, et Treichville accueillant la population africaine. Ce plan prévoit également un pont reliant l'île de Petit Bassam au Plateau pour faciliter le transport de marchandises à destination du wharf de Port-Bouët.

En 1950, l'ouverture du canal de Vridi permet à Abidjan de devenir un port en eau profonde naturellement abrité. Ses fonctions stratégiques portuaire et ferroviaire favorisent le développement de nombreuses activités économiques et nécessitent une main d'œuvre abondante provoquant un essor économique et un boom démographique.

Les nouveaux citadins s'installent à proximité du port, et investissent les quartiers de Treichville, Koumassi et Port-Bouët.

1. En 1933, Abidjan succède ainsi à Bingerville et à Grand Bassam.

A partir de cette période et jusqu'aux années 1980, la ville se construit et s'étend selon des plans d'urbanisme successifs, l'indépendance de 1960 ne créant pas de discontinuité dans cette politique urbaine.

Dès 1980, la Côte d'Ivoire subit une succession de crises économiques suite au choc pétrolier et à la baisse des prix du cacao et du café. La relance de l'activité économique, entraînée par la dévaluation du franc CFA en janvier 1994, s'est heurtée aux profondes difficultés politiques et sociales apparues fin 1999 et jusqu'à la fin de l'année 2011².

Malgré des études et des stratégies urbaines proposées par le Bnetd³, aucune politique de développement urbain n'est entreprise durant cette période. Les outils mis en place par l'Etat pour le logement dès 1962 sont victimes de la crise et beaucoup de projets ne se sont donc pas réalisés ou demeurent inachevés. Par là même, les infrastructures urbaines ne font pas l'objet de restauration ou d'amélioration, laissant aujourd'hui la ville dans un état chaotique.

2. Coups d'états successifs et affrontements armés civils.

3. Bureau national d'études techniques et de développement.



Plateau, années 1980



Boulevard de Gaulle, Plateau, années 1980



Adjamé, Rond-Point des 220 logements sur le boulevard du général de Gaulle. Années 1980



Cité administrative, à la limite d'Adjamé et du Plateau. Cathédrale Saint-Paul. Années 1980

Abidjan aujourd'hui

Capitale économique de la Côte d'Ivoire⁴, Abidjan représente plus de trois fois Paris intramuros avec une superficie de 422 km². La ville a multiplié par cinquante sa population en un demi siècle et recense aujourd'hui entre 4 et 5 millions d'habitants. On y dénombre soixante ethnies à la fois ivoiriennes mais aussi des pays alentours (ghanéennes, burkinabés, maliennes, guinéennes, sénégalaises, nigérianes..). Ce cosmopolitisme se double d'une diversité importante des croyances et des pratiques religieuses : l'Animisme ancestral, le Christianisme (catholiques, protestants évangélistes, méthodistes etc) et l'Islam.

Cette explosion démographique avec une croissance annuelle urbaine avoisinant 4 à 5% est due pour partie à l'accroissement naturel des populations mais aussi à de nombreux phénomènes migratoires jusqu'à aujourd'hui. On observe ainsi des migrations en provenance des pays voisins et de l'intérieur du pays, attirées par la croissance économique de la ville, et plus récemment, des migrations des populations fuyant les conflits ethniques, notamment lors de la récente crise politique de 1999 à 2011. La population ivoirienne est une population jeune avec 46% de moins de 14 ans, 52% entre 15 et 64 ans, et seulement 2% de plus de 65 ans.

La ville d'Abidjan est composée de dix communes : Adjamé, Abobo, Attecoubé, Cocody, Koumassi, Marcory, Plateau, Port-Bouët, Treichville et Yopougon.

La forte expansion démographique et urbaine de la ville entraîne la prise en considération d'un Grand Abidjan dépendant du District Autonome d'Abidjan. Il se compose de trois communes supplémentaires : Anyama, Grand Bassam, et Songon.

4. Abidjan fut la capitale politique du pays de 1933 à 1983, date à laquelle Yamoussoukro a été érigée en capitale politique.

Les maires des communes sont élus par ses habitants ; le Préfet, chef du District Autonome d'Abidjan, est nommé et dépend de la Présidence.

Absence de planification urbaine

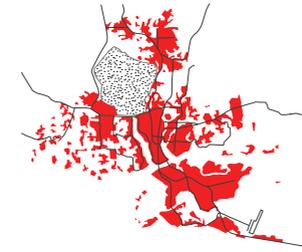
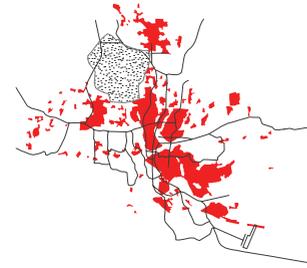
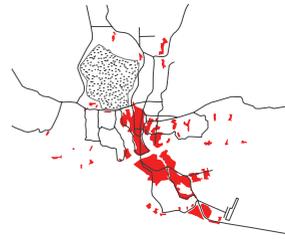
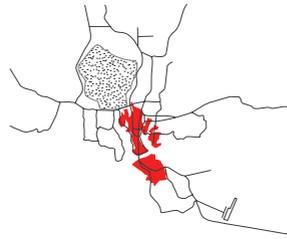
Depuis le début des années 1980, du fait des crises économiques et politiques, aucune réforme urbaine n'a véritablement été mise en œuvre.

La gestion urbaine d'Abidjan présente, en effet, un certain nombre de dysfonctionnement en matière de gouvernance notamment dans le manque de dialogue entre communes et pouvoir central. De création relativement récente, celles-ci ne disposent pas de compétences et de moyens financiers nécessaires à l'établissement d'une planification à échelle locale.

L'absence d'une vision globale et les insuffisances du droit foncier freinent la mise en place d'infrastructures et d'équipements urbains.

Aujourd'hui, un « renouveau » des politiques urbaines s'observe par la réalisation de grands travaux tels que la construction d'un troisième pont et par la révision du Schéma Directeur d'Abidjan, à l'horizon 2015⁵.

5. Etude menée par l'agence japonaise Japan International Cooperation Agency dans le cadre de sa coopération avec la Côte d'Ivoire.



26

27

protectorat français
1843

plan d'urbanisme
1928

1931
premier pont

1893
colonisation française

ouverture du canal de Vridi
1950

pont Félix Houphouët-Boigny
1957

1951
ouverture du port d'Abidjan

1960
indépendance de
la Côte d'Ivoire

plan d'aménagement de l'AURA
1969

1978
plan directeur de SCET

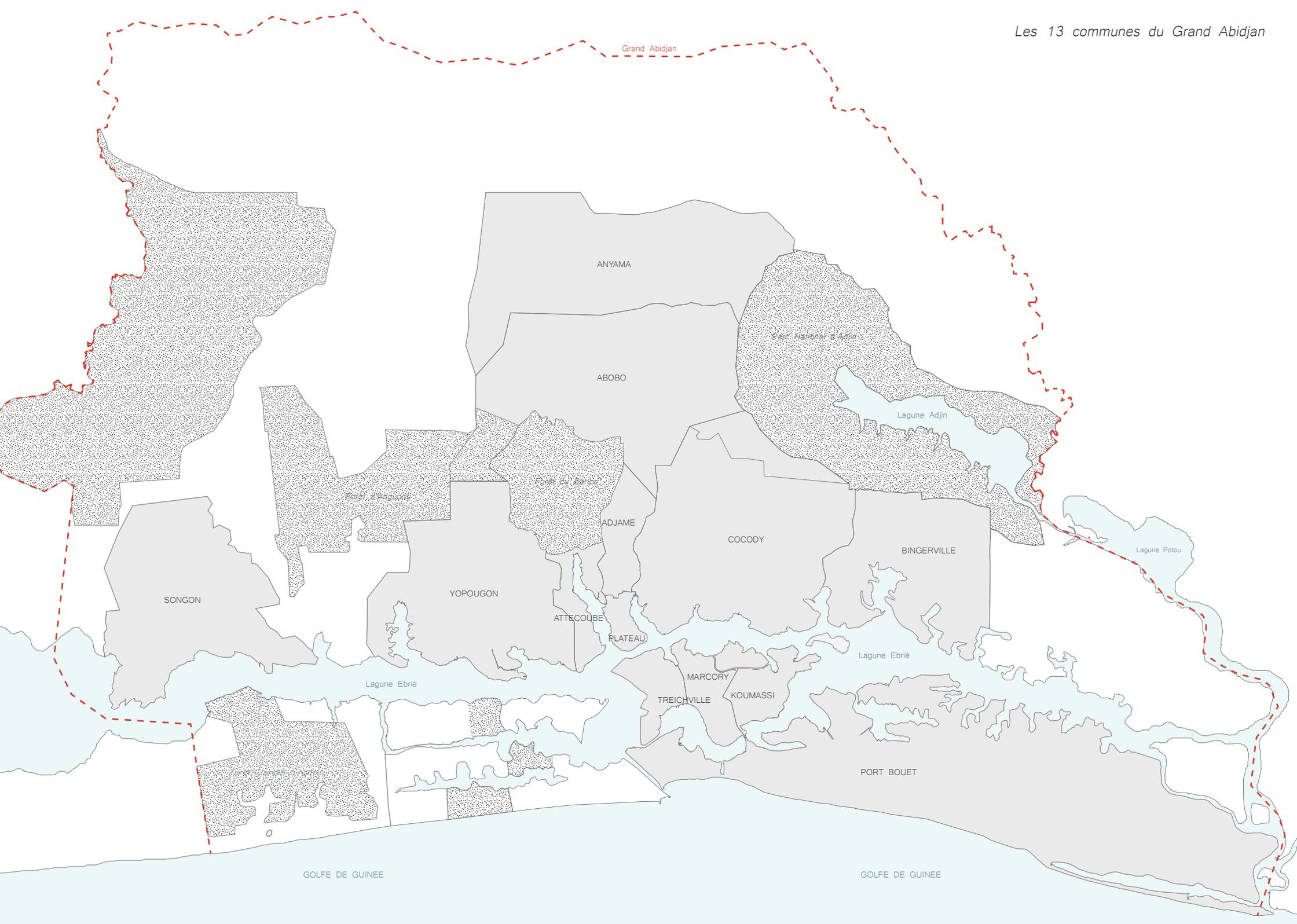
début de la crise économique
1980

1989
Schéma Directeur
du Grand Abidjan

crise politique
dec. 1999

2014
troisième pont

révision du SDUGA
2013 - 2015





Vue sur la lagune, le Plateau et Cocody depuis Marcory



Commerce informel le long de la route



Marché de Treichville



Vue depuis le pont général de Gaulle



Chèvre au bord d'une quatre voies au coeur de la ville



Vente sur le bord de la route



Expansion urbaine anarchique

Le phénomène d'urbanisation massive et anarchique s'est traduit par une expansion non contrôlée de la ville. Ces dysfonctionnements donnent ainsi naissance à de nouveaux quartiers résidentiels, sans structure administrative et traditionnelle.

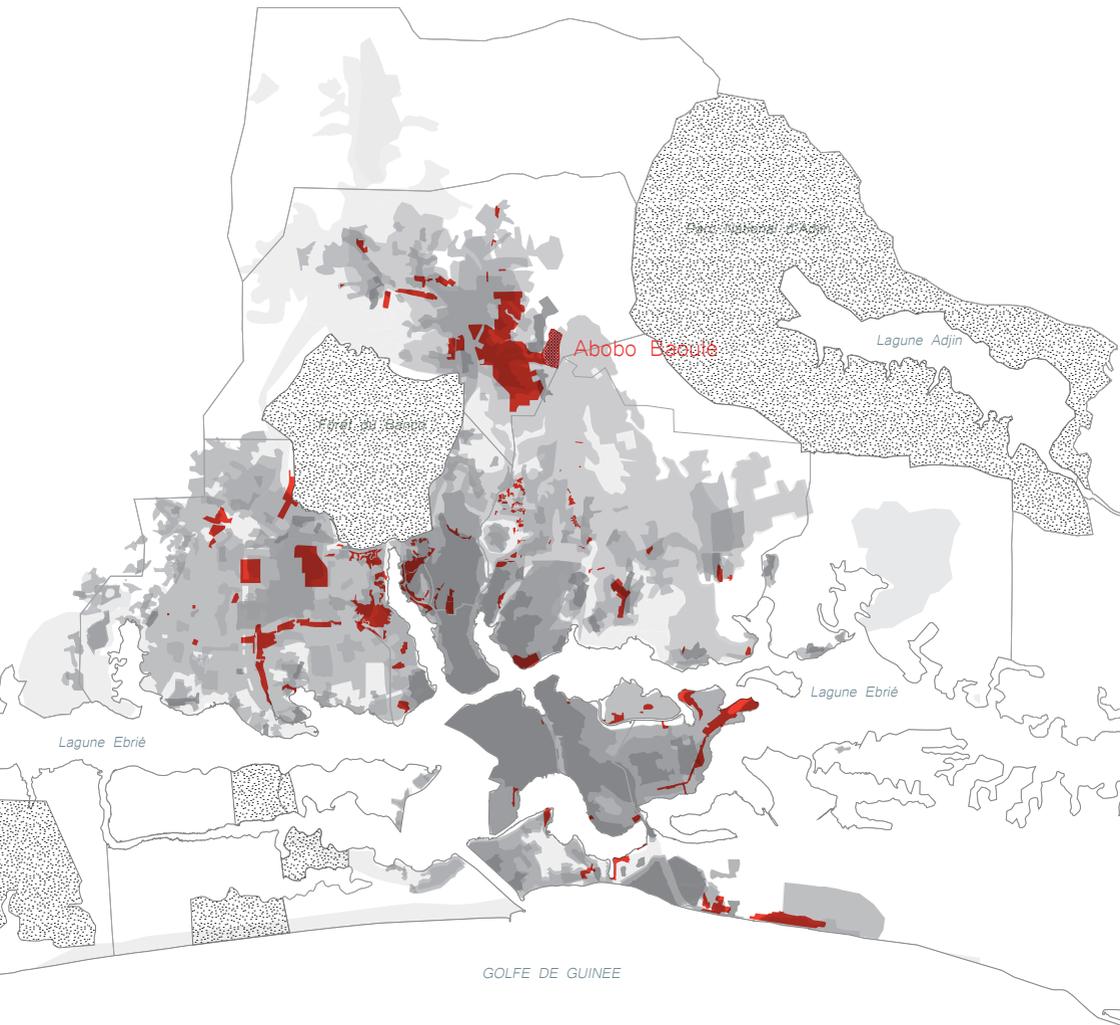
Pénurie de logements

Face à la croissance démographique, le manque de logements est un problème majeur. Différentes études estiment à plus de 200 000 le nombre de logements qu'il conviendrait de construire chaque année.

Précarité du cadre bâti

Les quartiers précaires explosent au cœur de la ville ou en périphérie. 30% de la population abidjanaise vit dans des habitations insalubres, sans accès à l'eau, à l'électricité ou au réseau d'assainissement. Ces quartiers se caractérisent par de très mauvaises conditions sanitaires, une forte insécurité et l'absence d'infrastructures. Parfois installées dans des zones non constructibles, les populations sont victimes d'inondations ou d'effondrements de terrain.

Ces quartiers résultent soit de l'installation spontanée de population, soit de l'absorption de villages par la ville.



- Quartiers et villages précaires
- Forêts et parcs naturels

Evolution de la zone urbanisée

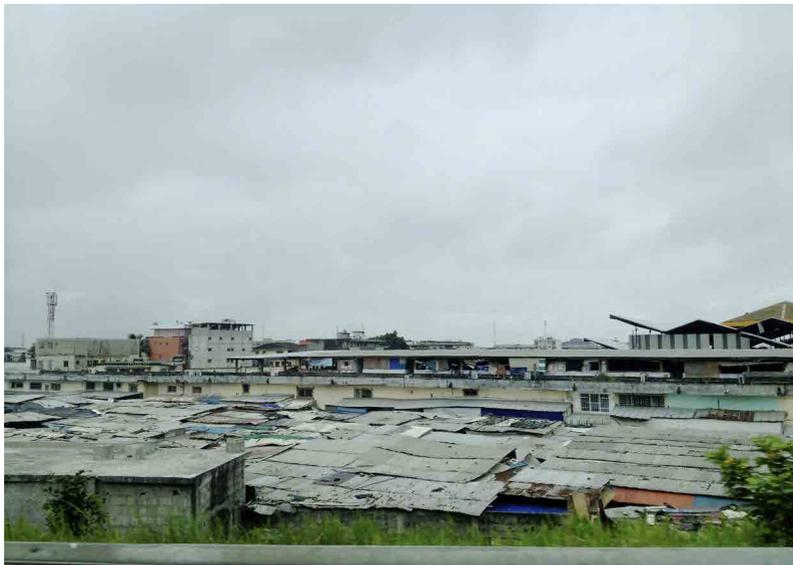
- Zone urbanisée en 1965
- Zone urbanisée en 1975
- Zone urbanisée en 1984
- Zone urbanisée en 2005
- Zone urbanisée en 2013



Etalement de la ville depuis le ministère de la construction



Etalement de la ville depuis le ministère de la construction



Quartier précaire à Treichville



Quartier précaire au coeur de la ville



Habitat à Treichville



Habitat au Deux Plateaux dans Cocody



Habitat à Cocody



Habitat à Blokosso dans Cocody



Installation précaire à Koumassi



Installation précaire à Koumassi



Installation précaire, commerces à Koumassi



Installation précaire à Koumassi



Habitat au Plateau



Bâtiment en construction abandonné à la Riviera dans Cocody



Installation précaire à Koumassi



Installation précaire sur une zone à risque

Absence de mobilité

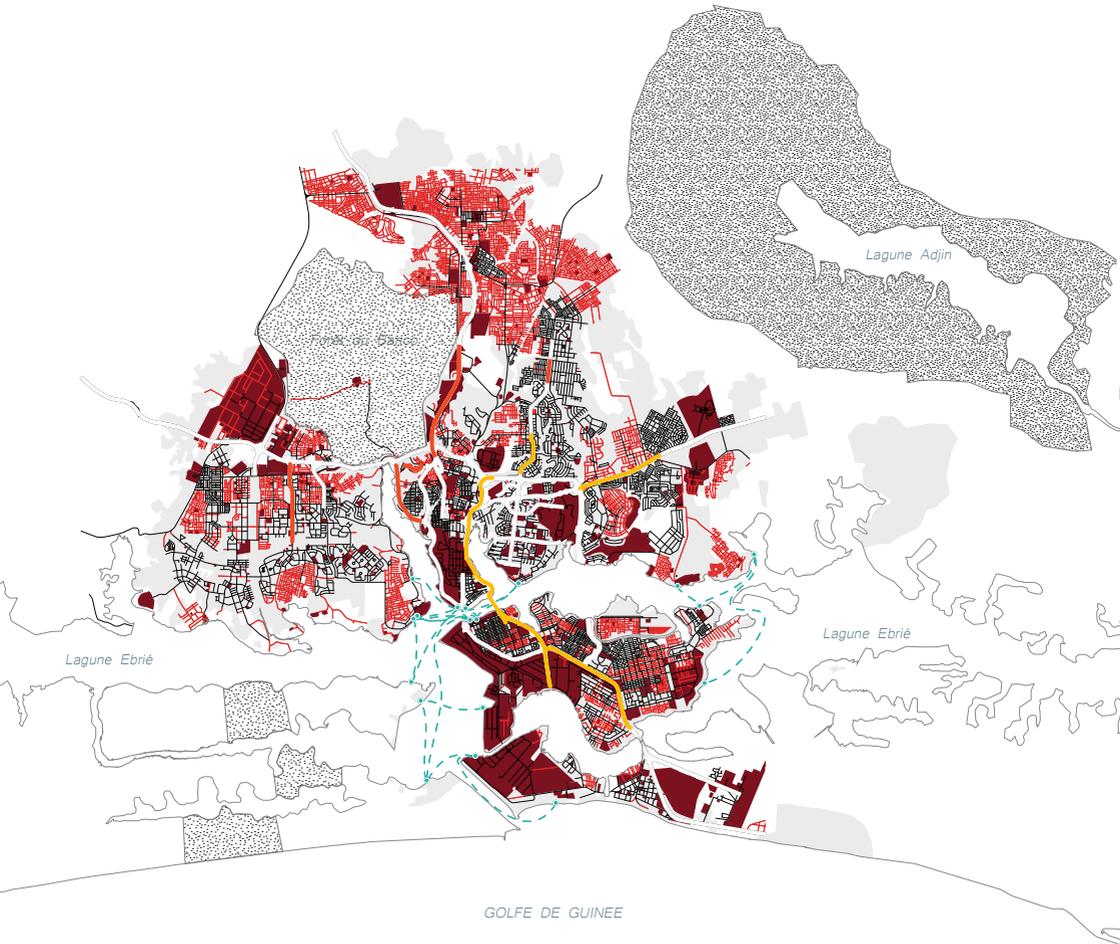
La difficulté de mobilité est devenue un des handicaps caractéristiques de la ville.

Les différentes communes sont mono-fonctionnelles. Le Plateau concentre la plupart des emplois administratifs et constitue le centre d'affaires de la ville, l'île de Petit Bassam et Port-Bouët accueillent essentiellement des emplois industriels alors que la majeure partie de l'habitat se situe au nord dans les communes de Cocody, Yopougon et Abobo.

Ce manque de mixité programmatique oblige les Abidjanais à traverser la ville dont les infrastructures routières, insuffisantes pour ces mouvements pendulaires quotidiens, sont constamment congestionnées.

De plus, la ville ne tire pas partie de par sa position en bord de lagune et reste divisée par ses différents bras.

Une grande partie du réseau routier est donc saturée plusieurs heures par jour créant une circulation difficile. La construction actuelle du troisième pont devrait fluidifier les échanges mais cela sera sans doute, insuffisant.



Réseau lagunaire

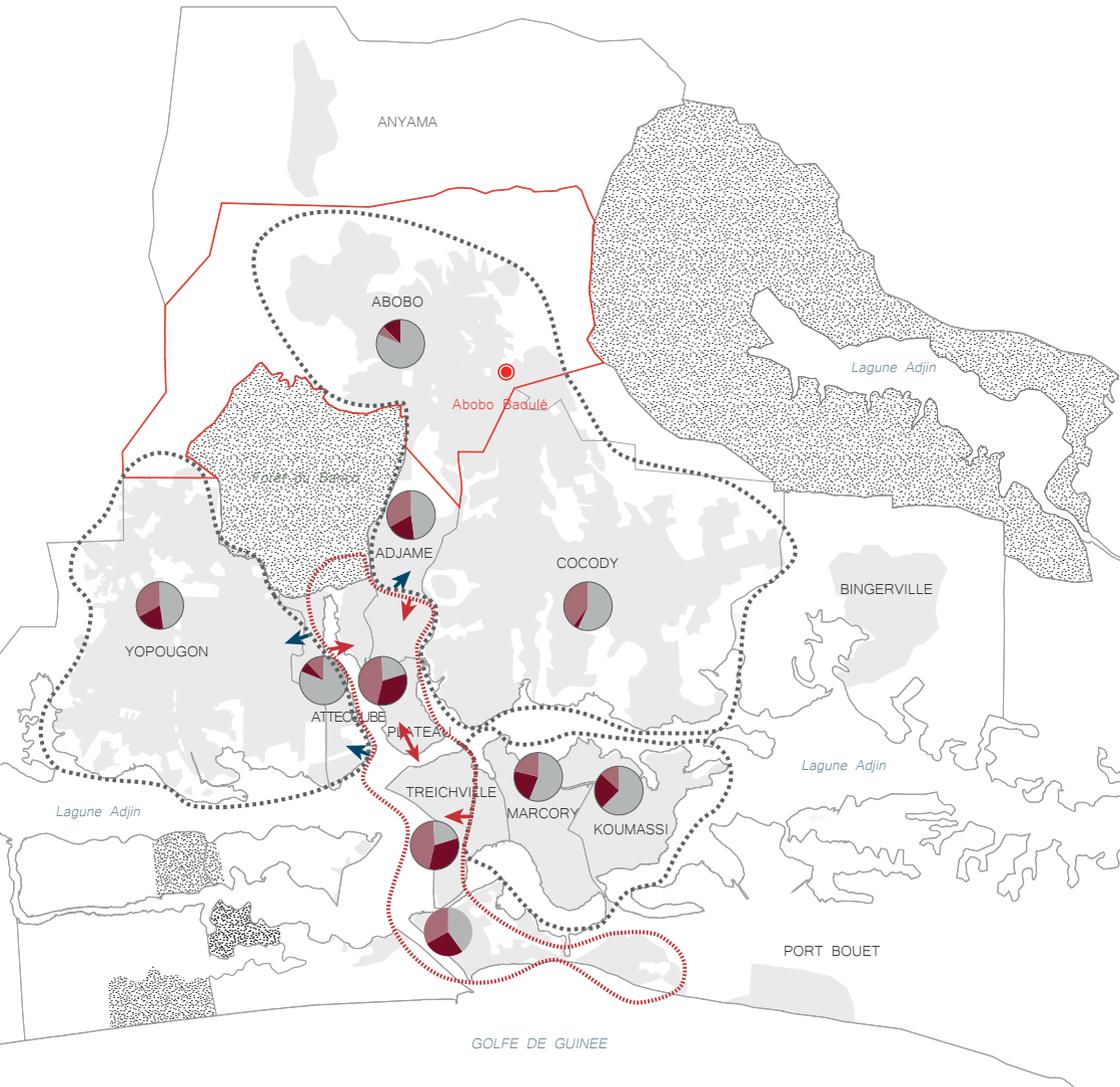
- Gare lagunaire
- - - Trajet des pirasses

Réseau routier

- Voiries revêtues
- Voiries non revêtues
- Embouteillage aux heures de pointe
- Embouteillage permanent

Tissu urbain

- Tache urbaine
- Zones d'activités
- Forêts et parcs naturels



Déplacements pendulaires

- ➔ Flux en début de journée
- ➔ Flux en fin de journée
- Zone principale d'habitat
- Zone principale d'emploi
- Equipements
- Activités
- Habitat



Congestion des voies





Taxis d'Abidjan. Un des principaux modes de transport.



Taxis communaux



Le long de la route à Treichville



Embouteillage matinal



Bord de lagune pollué à Blokosso dans Cocody



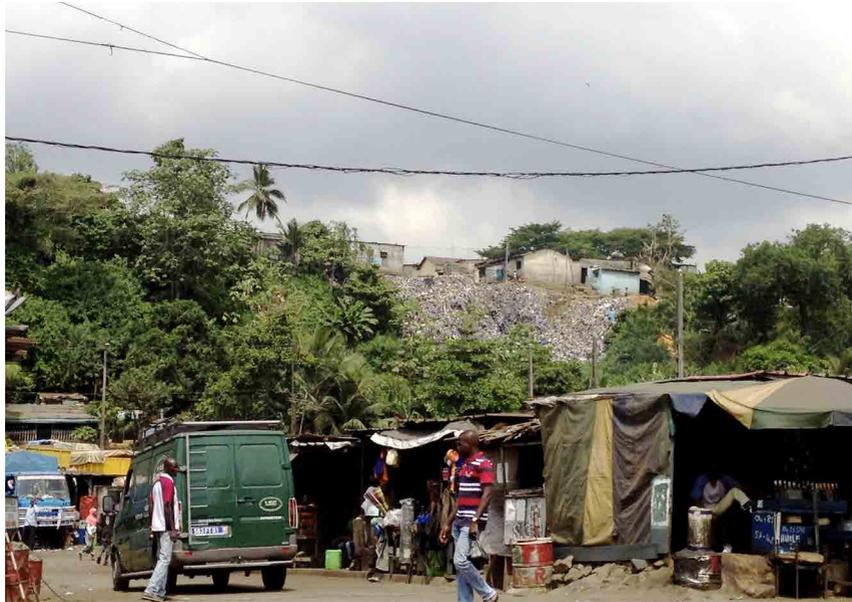
Bord de lagune pollué à Blokosso dans Cocody



Caniveau obstrué par des déchets au Plateau



Caniveau pollué dans la zone industrielle de Vridi



Décharge à ciel ouvert au coeur de la ville

58



Quartier précaire de Grand Campement à Koumassi

59



Déchets le long de la route



Quartier précaire de Grand Campement à Koumassi



Quartier précaire de Grand Campement à Koumassi



Quartier précaire au coeur de la ville



Quartier précaire de Grand Campement à Koumassi

Plan stratégique de développement

Depuis 2013, l'Agence Japonaise de Coopération Internationale travaille à la formulation d'un schéma directeur d'urbanisme et des transports urbains à l'horizon 2030. La zone d'étude est le District d'Abidjan (treize communes plus six environnantes).

Ces stratégies se développent autour des grands principes suivants :

- Faire d'Abidjan un leader dans l'économie régionale et un centre logistique dans la région Ouest Africain : développement des zones industrielles et portuaires.
- Développement du système des transports urbains par la valorisation de train urbain et du transport lagunaire.
- Développer le tourisme de la ville : préserver et revaloriser le waterfront.
- Préservation de l'environnement : valorisation des réserves et des parcs naturels.



Etat actuel

- Tâche urbaine
- Forêts et parcs naturels
- ▨ Activités existantes
- ▩ Fonction centrale

Etat projeté

- - Zone d'urbanisation prioritaire
- Waterfront à développer
- ▨ Zone à vocation touristique
- ▨ Activités projetées
- Train urbain à moyen terme
- Train urbain à long terme
- Voirie à moyen terme
- Voirie à long terme

64



Chantier de l'échangeur du troisième pont



Chantier du troisième pont

65



Paysage de bord de lagune à revaloriser

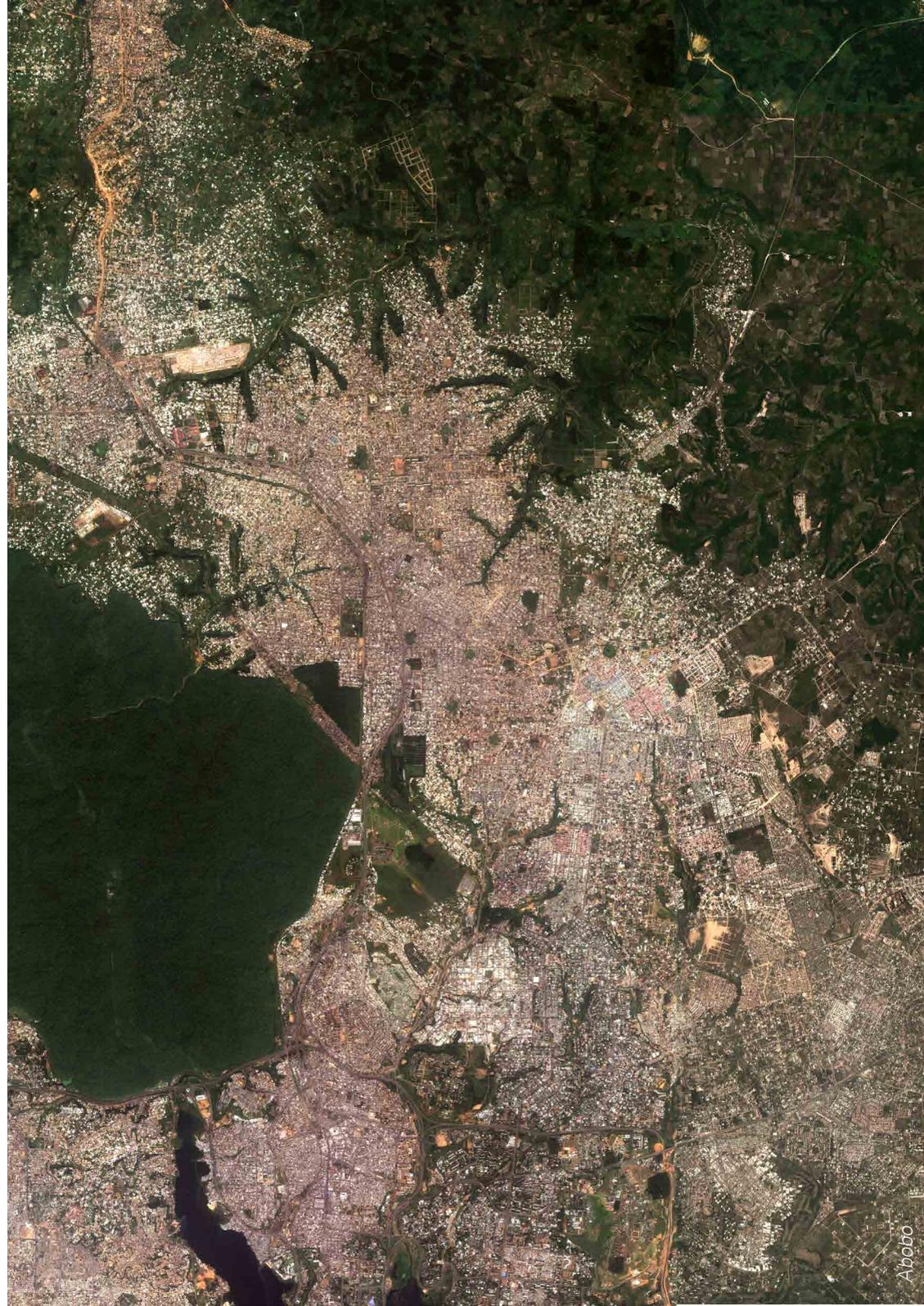


Quai fruitier au Port Autonome d'Abidjan

1.2

CONTEXTE . UNE MÉTROPOLE EN SORTIE DE CRISE

Abobo . commune défavorisée et délaissée



Abobo est la commune de la ville d'Abidjan où se situe le village d'Abobo Baoulé.

Une commune peuplée et cosmopolite

Suite aux réalisations des grands axes routiers au nord d'Abidjan, et du fait de la saturation du quartier de Treichville, Abobo est devenu le quartier d'arrivée et de sédentarisation des populations venant du Nord.

Ainsi, par son importance, Abobo a été érigé en commune de plein exercice en 1982. Elle est la plus vaste et la plus peuplée de la ville d'Abidjan. Sa population est estimée à plus d'un million d'habitants⁶, et son expansion démographique se poursuit. Elle reste toujours une terre d'accueil des migrants venant du Nord du pays et on y recense trois cents naissances par jour aujourd'hui.

Abobo se compose de vingt huit quartiers et villages comprenant différents groupes ethniques dont les plus importants sont les Akans (Ébriés, Baoulés, Attiés, etc...), qui représentent environ 40% de la population, et les Mandés du Nord (35%).

Les musulmans forment 40% de la population, les catholiques 25%, les autres chrétiens (méthodistes et évangéliques) 27%, et le reste principalement composé d'animistes. Il s'agit donc d'une population très composite même si l'on y constate une dominance des gens du Nord.

6. Estimation à la suite du recensement de l'INS en 1999.

Une commune affaiblie

Sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, la commune est administrée par le maire et son bureau (maire et adjoints du maire) et le conseil municipal. Elle est organisée en une dizaine de directions opérationnelles.

Depuis 2008, la commune fonctionne de manière autonome et ne perçoit plus de subvention de l'Etat. Compte tenu de la nature informelle des activités économiques qui s'y déploient et des difficultés pour recouvrer les taxes et les patentes, la municipalité est démunie de moyens financiers. Elle l'est d'autant plus qu'elle a constitué l'un des principaux théâtres des affrontements violents et meurtriers lors de la crise électorale de 2011.

Abobo est ainsi considérée comme une des communes les plus défavorisées d'Abidjan.

Un environnement précaire

Abobo compte plus d'une dizaine de quartiers précaires dans lesquels vivent 60% de la population de la commune. Ces quartiers sont pour la plupart non viabilisés et souffrent d'une insuffisance d'ouvrages de drainages. Leurs habitants vivent dans des conditions très difficiles, sans électricité, sans eau, sans assainissement et dans un environnement pollué. De plus les cas d'inondations et de glissements de terrain sont fréquents.

Le manque de moyens financiers ne permettant pas la construction de nouveaux logements sociaux, la politique de la commune d'Abobo vis-à-vis de ses quartiers précaires est limitée. L'action se concentre ainsi sur la restructuration de ces quartiers notamment par la sécurisation des droits fonciers.



Commerces informels le long de la route

Une population vulnérable

La commune ne bénéficie pas de grands pôles commerciaux ou industriels. L'activité économique, essentiellement informelle,⁷ et représente 80% de l'économie locale. Des activités précaires, à petits revenus irréguliers, constituent le quotidien des habitants d'Abobo. Cette instabilité engendre ainsi des difficultés sanitaires et sociales.

La commune d'Abobo compte vingt-trois marchés dont treize installés de façon spontanée. Les petits commerces occupent la quasi-totalité des trottoirs, générant ainsi un problème de gestion de l'espace urbain et menaçant la sécurité des piétons.

Enfin, Abobo est la commune la plus défavorisée d'Abidjan en équipements, seulement 12% de sa surface leur sont dédiés. Cette carence est particulièrement significative dans le secteur de l'éducation où le manque de structures publiques d'enseignement primaire et secondaire pose de nombreux problèmes, d'insertion sociale et d'alphabétisation.

Aussi, un grand nombre de jeunes enfants ne sont pas scolarisés. De plus en plus d'adolescents se voient déscolarisés lors de leur entrée au collège ou au lycée; les écoles publiques sont sursaturés et les frais d'inscriptions souvant trop élevés des établissements privés obligent les parents à interrompre le cursus scolaire de leurs enfants.

7. L'économie informelle désigne l'ensemble des activités productrices de biens et de services qui échappent au regard ou à la régulation de l'Etat.



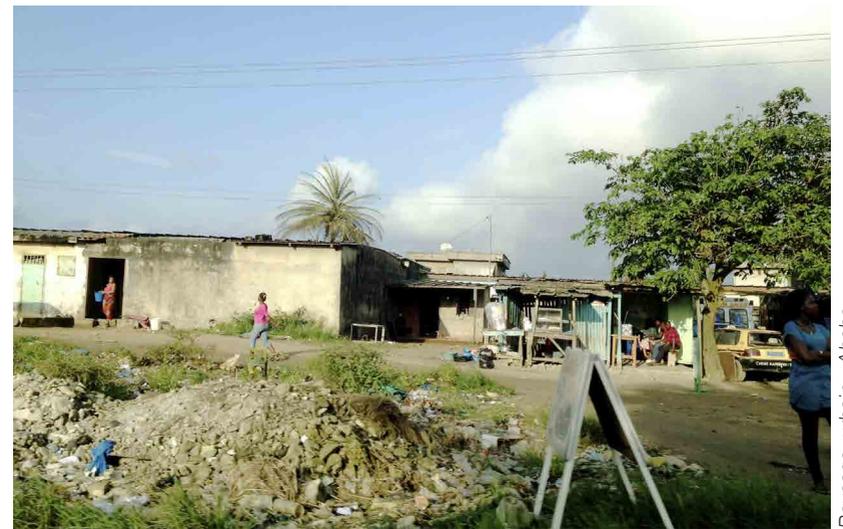
Paysage urbain. Abobo



Paysage urbain. Abobo



Paysage urbain. Abobo



Paysage urbain. Abobo



Paysage urbain. - Abobo



Paysage urbain. - Abobo



Paysage urbain. - Abobo

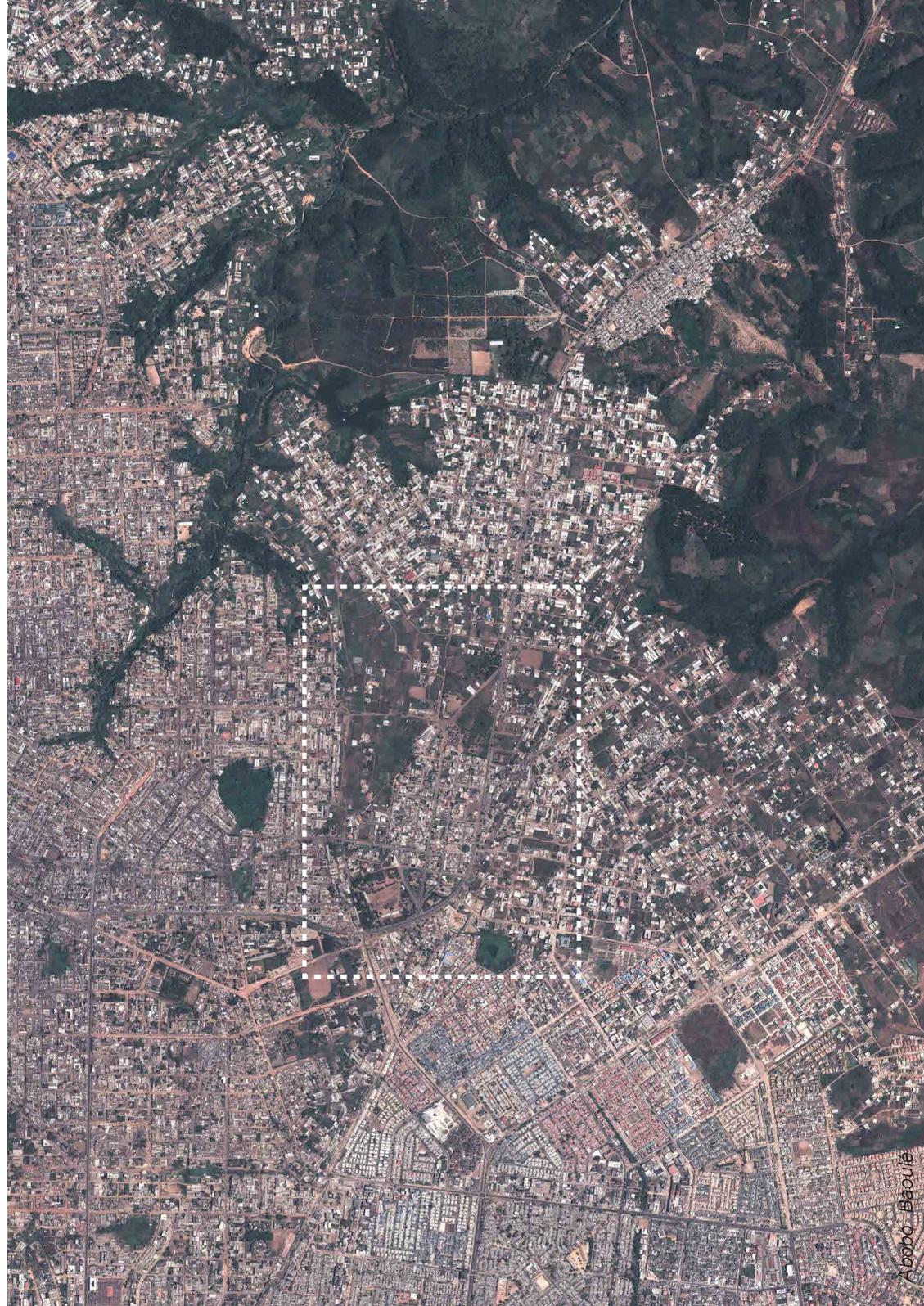


Chantier abandonné depuis les affrontements armés

I.3

CONTEXTE . UNE MÉTROPOLE EN SORTIE DE CRISE

Abobo Baoulé . village en mutation



Le village d'Abobo Baoulé se situe à la frontière de la commune d'Abobo, entre milieu urbain et milieu rural. Village d'environ 6 000 habitants et d'une superficie estimée à 500ha., ses habitants sont des Atchans (ou Ebrié), installés sur le territoire bien avant l'arrivée des premiers colons français. Ils possèdent encore aujourd'hui une forte organisation sociale, politique, et administrative traditionnelle, qu'ils modernisent au fil du temps afin de s'adapter à l'évolution de la métropole.



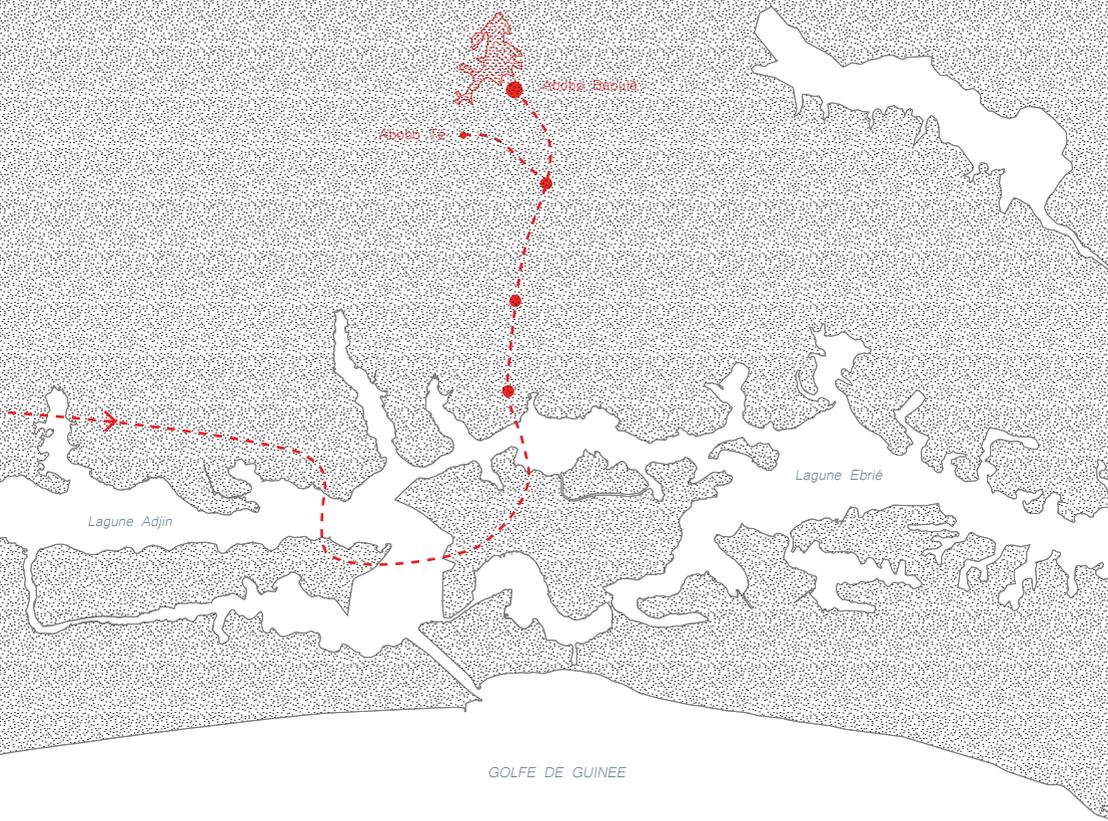
Des mutations successives

Le village, issu du groupe des Bobo, groupement de population ayant vécu une succession de migrations, a fondé plusieurs villages de pêcheurs en bord de lagune dont le dernier, Blingue, était situé à l'emplacement de l'actuel Golf d'Abidjan. La découverte par des anciens d'un marigot au nord de l'actuel village d'Abobo Baoulé, a entraîné une nouvelle migration et un changement d'activité, ce peuple de pêcheur se reconvertissant dans l'agriculture.

Suite à une scission du village, l'un de ses quartiers deviendra Abobo Té et l'autre Abobo To. Du fait de sa forte densité de population Abobo To sera nommé Abobo Bawulé, la traduction littérale de bawulé en Ebrié étant « entassés comme des graines ». Enfin, les transcriptions coloniales donneront le nom actuel d'Abobo Baoulé.

Suite à ces changements successifs d'activité, le village d'Abobo Baoulé est passé, depuis les années 1980, d'un milieu rural à un milieu urbain en gardant une structure sociale et politique traditionnelle.

Face à la pression foncière, les villageois ont vendu leurs terres agricoles afin de construire de nouveaux lotissements et se sont enrichis momentanément. On observe ainsi une importante évolution de l'occupation de l'espace, traduite par un fort accroissement des espaces habités et de la population. Aujourd'hui ce système fermé s'épuise et le village doit se renouveler afin de faire face à ces bouleversements.



-  Marigot
-  Forêt
-  Chemin migratoire du groupe des Bobos
-  Etablissements successifs des villages

Une volonté d'adaptabilité

Face à ce climat de crise, Abobo Baoulé constitue un cas remarquable d'adaptabilité, grâce aux décisions et aux dynamiques impulsées par les diverses chefferies au pouvoir.

Dès 1961, la chefferie décide de lotir le village et de créer des titres fonciers afin d'éviter des litiges liés aux héritages traditionnels. Le parpaing se substitue alors au « banco⁸ » pour la construction.

En 2005, toujours à l'initiative de la chefferie, le village fait l'objet d'un projet d'aménagement et d'assainissement visant les quartiers précaires, projet mené par la Banque Mondiale et le Puiur (projet d'urgence d'infrastructures urbaines). Il s'est agi de relier le village au réseau d'eau potable et d'assainissement et de bitumer les voiries principales.

Selon les conditions de la Banque Mondiale, le projet s'est caractérisé par la participation active de la population et la dynamique de développement qu'il a impulsé, relayée par la chefferie au travers des différentes structures générationnelles.

En effet, en plus du financement du bitumage des rues secondaires, le village a mis en place un ramassage collectif des ordures et un aménagement des espaces plantés devant les habitations. Les sommes concernées ont représenté plus de 10% du programme financé.

Aujourd'hui, la proximité de grands axes de circulation nationaux et internationaux (tels que la route d'Alépé et les futures routes M1 et Y4) font d'Abobo Baoulé un carrefour stratégique d'entrée dans la métropole.

Il constitue ainsi un lieu de passage où les flux sont importants.

Des dispositifs sont créés pour réguler le trafic et ralentir les véhicules sur les axes principaux du village.

De nombreuses voies devenues piétonnes rendent ainsi l'environnement des habitants plus sécurisé et qualitatif.

Grâce à la volonté des différentes chefferies d'améliorer les conditions de vie et le bien être des villageois, le village se distingue par une grande concentration d'équipements. Cependant, en raison de difficultés économiques souvent liées au contexte politique, ces équipements se trouvent dans un état vétuste ou sont insuffisants.

Malgré l'organisation actuelle et les efforts entrepris, les besoins et enjeux demeurent importants afin d'éviter que le village ne soit complètement phagocyté par la ville.

L'inquiétant taux de chômage, le manque et la vétusté de grands nombres des infrastructures ou encore le traumatisme lié à la crise politique, restent des éléments majeurs à résoudre.

Ainsi, il s'agit d'encourager le village à poursuivre cette dynamique et démarche d'adaptabilité, afin d'incarner un modèle d'appropriation et de développement.

8. Matériau traditionnel, sorte de pisé.



Joueur d'Awelé dans la rue, Abobo Baoulé



Hommes à la terrasse d'un maquis, Abobo Baoulé

« 90% des jeunes du villages sont aujourd'hui au chômage ! Il faut que nous trouvions des solutions pour aider ses jeunes gens à se former dans un domaine. »

« Les personnes qualifiées pourraient trouver un emploi dans les institutions et équipements du village qui sont encore insuffisants aujourd'hui. »

La chefferie, Abobo Baoulé, septembre 2013





Voie du village non bitumée

«Toutes les voies du village ne sont pas bitumées [...] le climat humide et pluvieux rend les voies très boueuses et difficiles d'accès. »

Les notables, Abobo Baoulé, septembre 2013



Voie du village non bitumée



Voie du village non bitumée



Voie principale à Abobo Baoulé

88



Route d'Alépé traversant le village

« La nationale d'Alépé passe dans le village ce qui pose des problèmes de sécurité, peut-être pourrions nous aménager ses abords ? »

« Nous avons limité et contrôlé la traversée du village pour les voitures et bus afin de rendre l'espace de la rue plus sécurisé et moins pollué. »

La chefferie et les notables, Abobo Baoulé, septembre 2013



Bloc régulant la circulation, Abobo Baoulé

89



Voie du village, Abobo Baoulé

« En 2005, nous avons entrepris un important projet de viabilisation avec le bitumage d'une partie du village. »

« Nous souhaitons continuer nos efforts pour que le village d'Abobo Baoulé devienne un véritable exemple de développement et d'intégration dans Abidjan. »

La chefferie, Abobo Baoulé, septembre 2013



Voie principale à Abobo Baoulé



Travaux d'assainissement: création de caniveaux



Espaces plantés, voie piétonne, Abobo Baoulé



Espaces plantés, voie piétonne, Abobo Baoulé

« Nous souhaitons que les habitants participent au bon entretien du bitumage et des espaces verts, ainsi chaque jour un employé de la chefferie passe dans les rues avec un sifflet pour rappeler aux habitants de balayer leur seuil. »

« Nous voulons sensibiliser les habitants à la récolte et gestion des déchets afin de montrer l'exemple aux autres communes. En effet, la question de la pollution à Abidjan devient très préoccupante. »

Les notables, Abobo Baoulé, septembre 2013



Espaces plantés devant les habitations, Abobo Baoulé

Le manioc, source d'activité du village

Aujourd'hui, l'activité économique du village s'organise autour de petits commerces et de métiers d'artisanat (tailleurs, coiffeurs, restaurateurs etc.).

Aussi, la principale source de revenu, pratiquée par les femmes, provient de la fabrication et de la vente de l'attiéké (semoule de manioc consommée en grande quantité dans Abidjan et dans le pays).

Néanmoins, l'absence de réinvestissement au sein de cette activité, dans l'aménagement et l'organisation du site de production, entraîne des problèmes sanitaires et de pollution. Les conditions de travail des femmes restent précaires et la qualité du produit s'en ressent ce qui favorise pas sa distribution plus élargie.

Enfin, Abobo Baoulé ne dispose pas de réelles infrastructures dédiées à la vente. En effet, les commerces traditionnels de proximité restent insuffisants et aucun mode de distribution moderne n'est installé dans le village.

De plus, le commerce de rue, fréquent à Abidjan, est interdit au sein du village afin de limiter la congestion des voies et de contrôler d'avantage les ventes.

« Chaque jour environ 250 femmes du village se relaient pour le travail du manioc. »

« L'espace manque d'équipement et nous souhaiterions que les femmes puissent travailler dans de meilleures conditions. »

La chefferie, Abobo Baoulé, septembre 2013



Site de production de l'attiéké

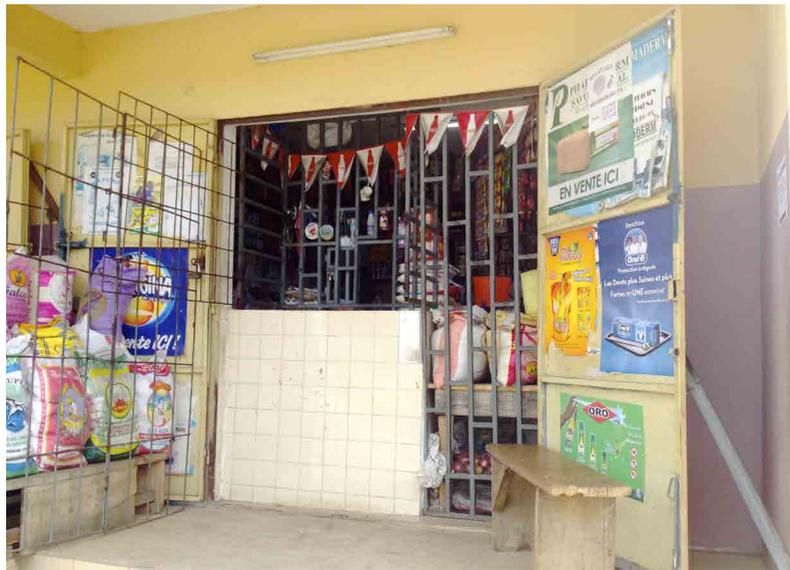


Salon de coiffure femme et petite épicerie, Abobo Baoulé

« Nous avons interdit de vendre sur la voie publique afin d'éviter la congestion des voies et contrôler d'avantage les ventes. »

« Le village a besoin d'un espace pour le marché pour éviter les marchés informels et répondre aux besoins des habitants. »

La chefferie, Abobo Baoulé, septembre 2013



Commerce traditionnel, Abobo Baoulé



Salon de coiffure homme, Abobo Baoulé



Mur d'enceinte du groupe scolaire Sadjro, Abobo Baoulé.

98

« Le village possède deux écoles primaires dont les bâtiments datent de 1930 et sont très vétustes [...] la capacité d'accueil est insuffisante et les collégiens et lycéens doivent aller jusqu'à Abobo-Gare à 50 minutes à pied. »

Un instituteur, Abobo Baoulé, septembre 2013



Groupe scolaire, Abobo Baoulé

Un héritage d'équipements à revaloriser

Aujourd'hui le village compte plusieurs équipements et infrastructures, symboles de cette volonté d'adaptabilité face aux mutations du rural vers l'urbain et pour améliorer les conditions de vie et le bien être des villageois.

Equipements scolaires

Bien que l'éducation soit une priorité et un thème cher à la chefferie, les équipements actuels ne permettent plus de répondre aux besoins du village et à ceux des quartiers alentours qui y envoient leurs enfants.

Abobo Baoulé possède deux groupes scolaires primaires (le groupe scolaire Sadjro en bordure sud du village comprenant quatre écoles et le groupe Ake Loba au nord du village composé de deux écoles), une école maternelle et un établissement d'enseignement technique.

Abobo Baoulé offre un enseignement allant de la maternelle jusqu'à la fin de la primaire ainsi qu'un enseignement technique. Cependant il ne bénéficie d'aucune structure d'enseignement secondaire.

99



Pharmacie, Abobo Baoulé

100

Equipement de santé

Le village compte un dispensaire, une maternité et un centre de vaccination en construction. Il existe également deux officines privées et une pharmacie.

Ces équipements sont cependant insuffisants, l'état des bâtiments parfois vétuste et le personnel qualifié peu nombreux.

« Nous possédons un dispensaire et une maternité mais les bâtiments et le matériel sont très vétustes. La capacité d'accueil est insuffisante. »

« Sur le même site se construit le centre de prévention et de vaccination géré par l'institut sanitaire de Côte d'Ivoire. »

Les notables, Abobo Baoulé, septembre 2013

101



Dispensaire et maternité, Abobo Baoulé

Palais de l'unité

Bureaux de la chefferie et lieu de rassemblement des villageois pour les prises de décision et fêtes.

« Chaque décision est discutée et votée, pour cela nous prenons un échantillon de quinze personnes par génération. »

La chefferie, Abobo Baoulé, septembre 2013



Palais de l'Unité, Abobo Baoulé



Intérieur du Palais de l'Unité, Abobo Baoulé

Équipement socioculturel

Les équipements culturels comprennent une église méthodiste, une église catholique et un bâtiment abritant une congrégation de sœurs.

Le centre culturel pillé lors de la crise politique est depuis à l'abandon.

Enfin, le Palais de l'Unité, est le lieu de réunion de la chefferie et les notables ; il abrite les bureaux administratifs. Il est aussi un lieu de rassemblement lors des fêtes de village (fête de générations) et permet à certaines associations du village de se réunir en cas de besoin.



Centre culturel à l'abandon depuis les affrontements armés, Abobo Baoulé



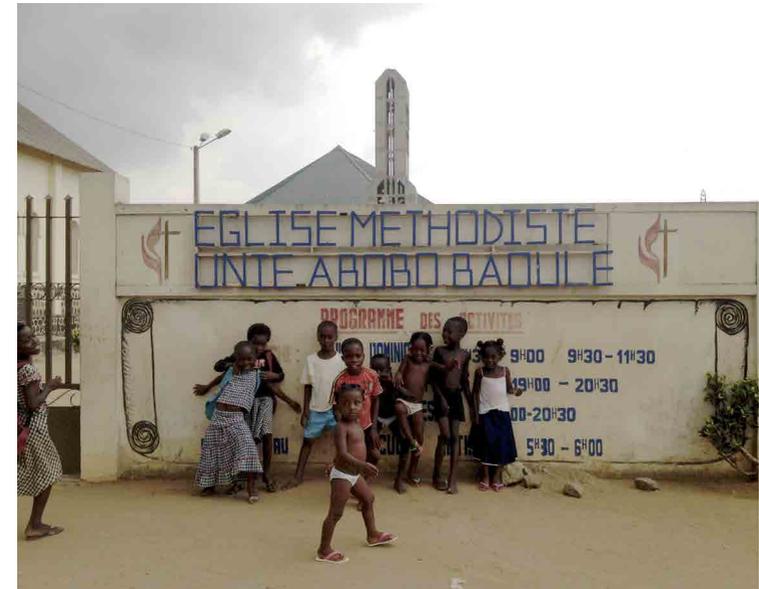
Eglise catholique, Abobo Baoulé



Chapelle extérieure, église catholique, Abobo Baoulé

Equipements religieux

Abobo Baoulé, comme tous les villages Atchans est un village chrétien, avec une église catholique et une église méthodiste implantées depuis plus de cent ans (le premier baptême remonte à 1904).



Eglise méthodiste, Abobo Baoulé

Equipement de sécurité

La sécurité est assurée par le commissariat du 34^{ème} arrondissement de la ville d'Abidjan, situé au nord-est du village.



Commissariat du 34^e arrondissement d'Abidjan, Abobo Baoulé



Un socle traditionnel

Le village d'Abobo Baoulé conserve ses structures sociales traditionnelles fondées notamment sur l'organisation en « générations ».

Les habitants du village sont répartis en quatre classes d'âge ou afétchoué (bléssoué, gnan-do, dougbo et tchagba) réunissant tous les habitants nés dans une période de vingt ans. Ces classes d'âge sont elles mêmes réparties en quatre sous classes ou abé (djéou, dogba, agban et assoukrou) qui correspondent dans l'ordre aux aînés, aux puînés, aux cadets puis aux benjamins.

Cette organisation en génération est à la base du système administratif du village d'Abobo Baoulé : les plus âgées sont les conseillers ou les notables, les hommes mûrs sont les chefs, les adultes sont les guerriers.

La chefferie, composée d'un chef, de deux adjoints et d'un secrétaire, est nommée au sein d'une même génération; aujourd'hui la dougbo est au pouvoir.

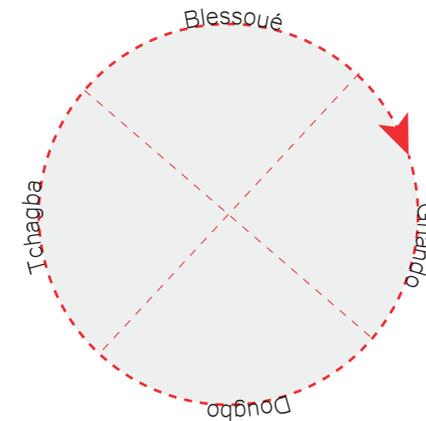
Chaque génération nomme des représentants par sous classes pour servir de relais auprès des populations.

Cette structure traditionnelle permet d'appréhender les préoccupations de l'ensemble de la population à l'exception des femmes qui ne paraissent pas y prendre part directement.

Dans le cas d'Abobo Baoulé, les responsables de la chefferie, cadres supérieurs dans différentes entreprises, sont au fait des problématiques et enjeux actuels de la ville. Il sont donc d'avantage à même de mettre en place des stratégies cohérentes à un niveau local.

72 ans Vieillards Conseillers	Djéou Dogba Agban Assoukrou
56 ans Hommes mûrs Chefs	Djéou Dogba Agban Assoukrou
40 ans Adultes Guerriers	Djéou Dogba Agban Assoukrou
24 ans Jeunes	Djéou Dogba Agban Assoukrou
8 ans	Djéou Dogba Agban Assoukrou

Qualification (tranche d'ages) et sous classes



Classe d'âge ou afétchoué

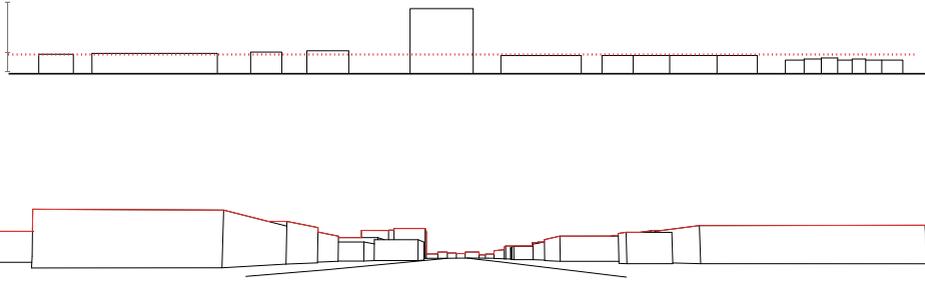


Portrait de Amondji Djongon Claude, chef du village, en pagne traditionnel



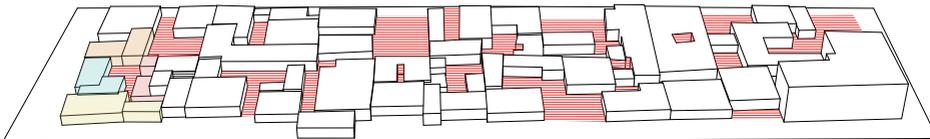
Portrait de Amondji Djongon Claude, chef du village

Paysage urbain . Skyline basse grande perception du ciel.



114

Structure urbaine. Organisation sur cours



Une typologie d'habitat sur cours

L'habitat s'organise autour d'une cour commune : la parcelle ou concession est divisée en plusieurs habitation au bénéfice en général de plusieurs membres d'une même famille. Ils se retrouvent dans cet espace extérieur commun, dans lequel sont réalisées plusieurs actions quotidiennes (cuisine, douche, préparation de l'attiéké ...).



115

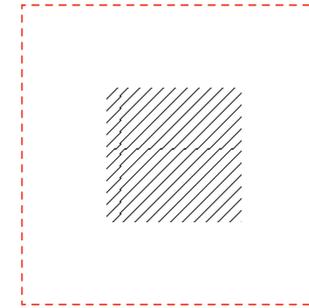
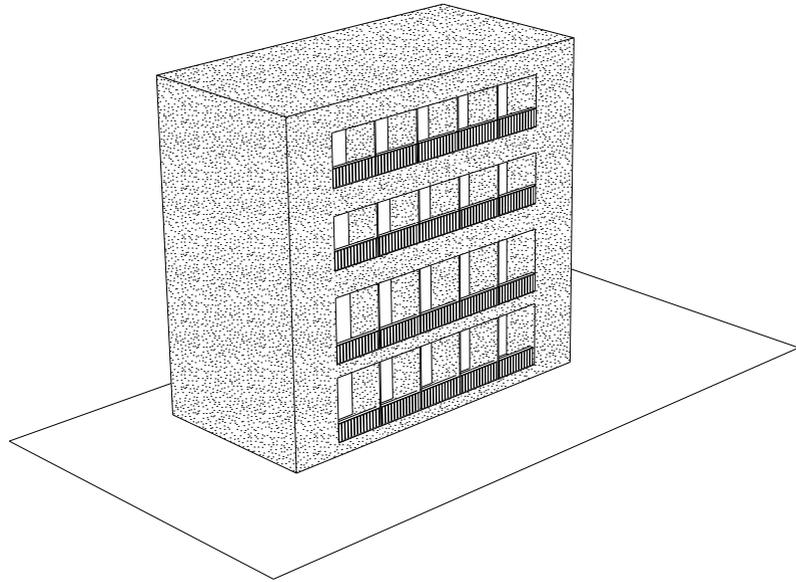
Habitat sur cours type



Paysage urbain, Abobo Baoulé



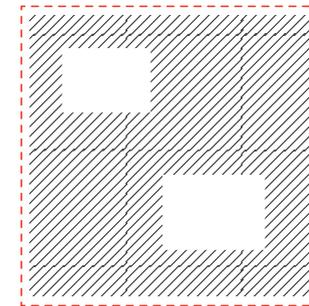
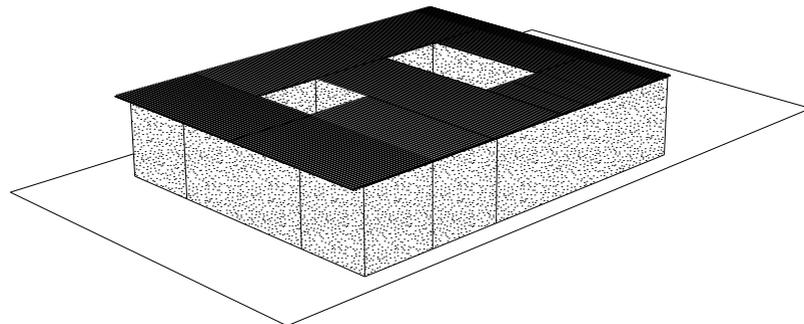
Paysage urbain, Abobo Baoulé



118

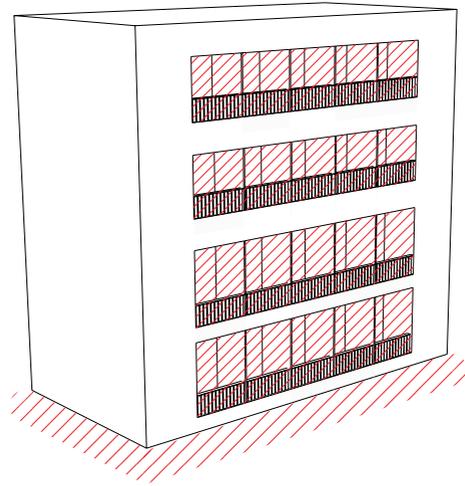
Typologie
Habitat collectif de rapports . 10%

119



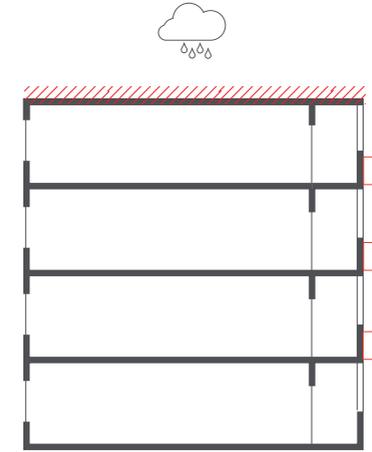
Typologie
Habitat traditionnel sur cours . 90%

Densité
Hauteur basse. Sans étage à R+1
Forte emprise au sol de 50 à 100%



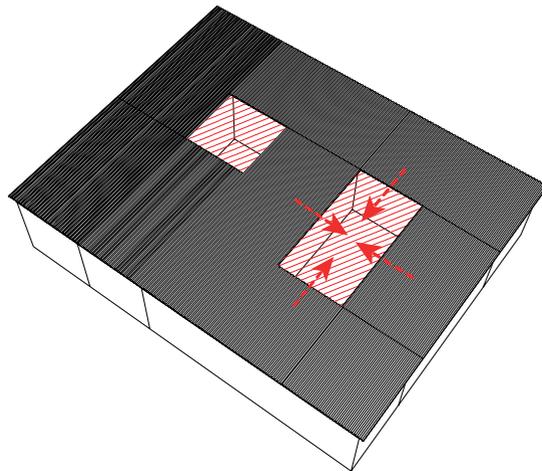
Organisation

Peu d'appropriation des espaces extérieurs (balcon)
Non valorisation des espaces de rassemblements commun



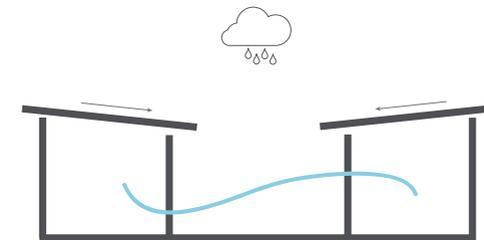
Procédés constructifs

Ventilation . absence de procédé de ventilation naturelle
Toit terrasse . profilage non adapté dans un contexte tropical



Organisation

Appropriation des espaces extérieurs communs
(réalisations des tâches quotidiennes, jeux etc.)



Procédés constructifs

Cours . espace ombragé permettant de garder la fraîcheur
Toit en pente . récupération des eaux de pluie de certains habitants dans les cours

Matériaux et processus constructifs

Tôle
montage +++ coût +++ inertie thermique -



Achat de la tôle à Abobo ----- Mise en oeuvre locale par les habitants du village ->

Parpaings enduits
montage +++ coût + inertie thermique -

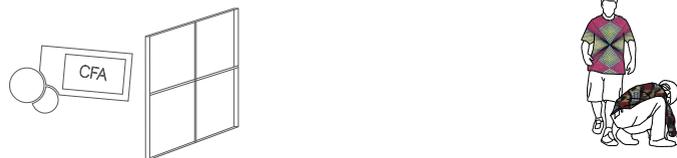


Achat des matériaux de base pour la fabrication de parpaing

Production locale de parpaings au village par un habitant du village

Vente sur place au village par un producteur

Verre et menuiserie



Achat des matériaux à Abobo

Mise en oeuvre locale par les habitants du village



Chantier de maison, Abobo Baoulé



Immeuble en construction, Abobo Baoulé



Typologie d'habitat collectif, Abobo Baoulé



Typologie d'habitat collectif, Abobo Baoulé



Typologie d'habitat collectif, Abobo Baoulé



Typologie d'habitat collectif, Abobo Baoulé



1. Stratégies méthodologiques

- . Vers un état de résilience

2. Abobo Baoulé, village-quartier

- . Des équipements pour une connexion et intégration à la métropole
- . Un développement autonome

3. Des équipements pour renforcer la cohésion

Requalification de l'espace de production de l'attiéké

- . Association des femmes d'Abobo Baoulé
- . Un environnement précaire et insalubre
- . Enjeux d'autonomisation

Création d'une cité scolaire

- . Des écoles délaissées
- . Une cité scolaire : unité et rassemblement

II.1

STRATÉGIES . RÉSILIENCE VERS UN VILLAGE - QUARTIER

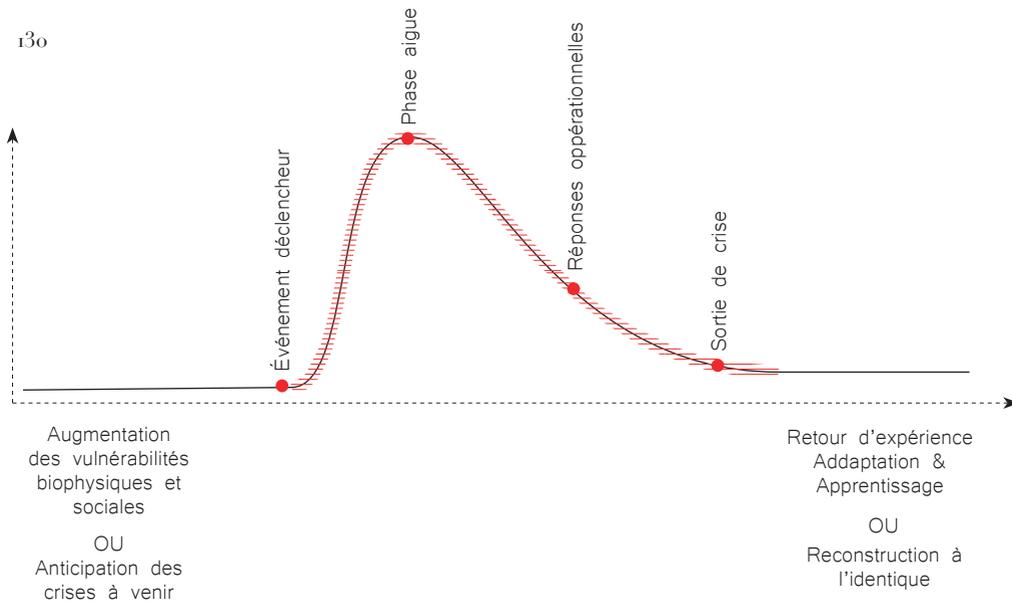
Stratégie méthodologique



CAPACITE



INTENSITÉ DE LA CRISE



Vers un état de résilience

La conservation et l'intégration des structures villageoises et leur population, constituent un facteur déterminant du bon développement de la métropole. Il s'agit ainsi de permettre leur préservation et leur adaptation face aux bouleversements structurels et sociaux qu'elles subissent.

Valeurs structurantes du patrimoine culturel et de l'organisation sociale du système villageois, l'entraide, la solidarité et la notion de communauté s'incarnent par des pratiques et des usages à exploiter et valoriser.

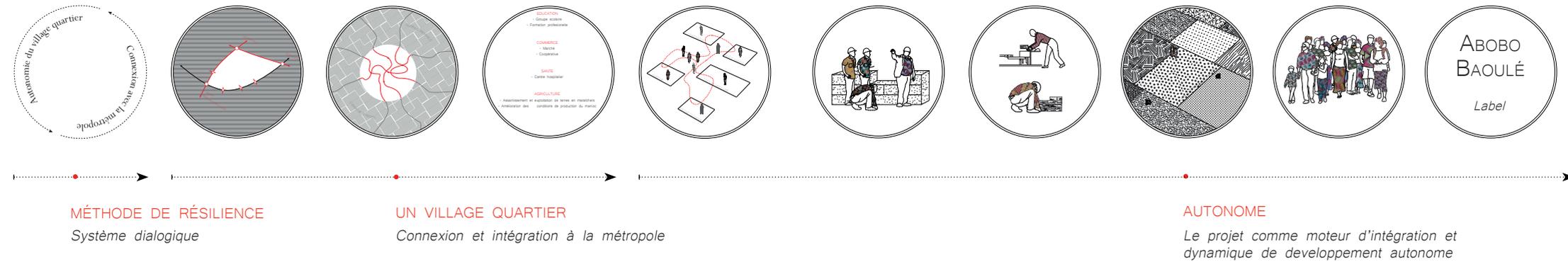
Phagocyté par la ville, Abobo Baoulé est contraint de trouver de nouvelles activités pour survivre au sein de la métropole. Le système fermé dans lequel le village évolue actuellement ne lui permet pas un développement durable et stable.

En effet, les rentes obtenues grâce à la vente de ses terrains agricoles ne suffisent plus à la population pour survivre. Ce manque d'activité se traduit par un fort taux de chômage aggravé par la non qualification des jeunes. Ainsi, ce phénomène n'encourage pas l'impulsion de nouvelles dynamiques de développement.

Face à cette situation de précarité et de marginalisation, notre travail se propose de présenter une méthode de résilience établie sur de grands axes stratégiques urbains, architecturaux et sociaux.

Il s'agit ainsi d'organiser la résilience d'Abobo Baoulé autour de la notion dialogique¹ de *village-quartier* : créer une relation d'interdépendance entre le village et la métropole permettant l'établissement de synergies entre ces deux systèmes et le développement autonome du village.

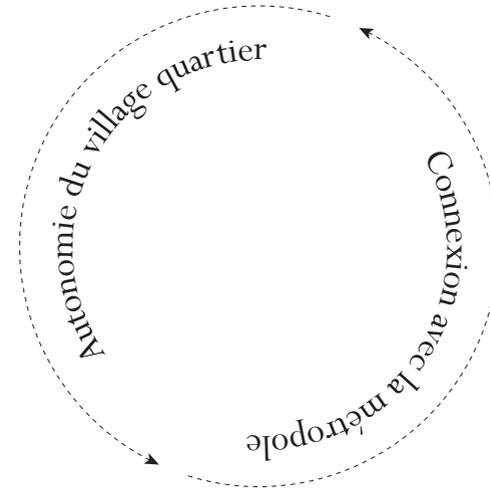
1. Le principe de dialogique consiste à maintenir la dualité au sein de l'unité entre deux logiques à la fois complémentaires et antagonistes. Il est l'un des piliers du paradigme de complexité qui ne cherche pas à réduire le complexe au simple mais à intégrer le simple dans le complexe (Morin 1991, Cerisy p.291).

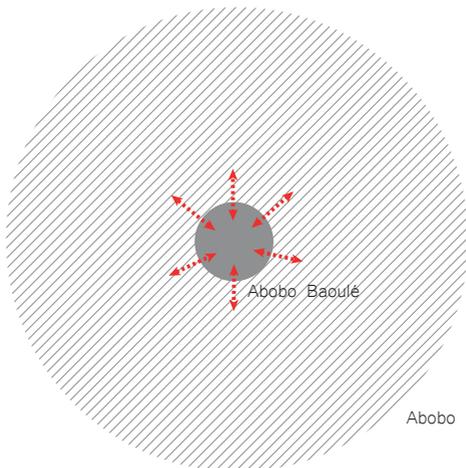
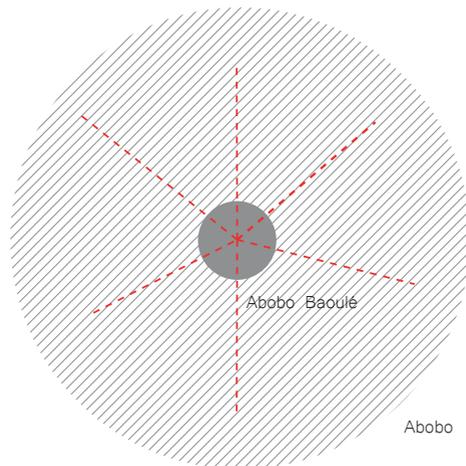


II.2

STRATÉGIES . RÉSILIENCE VERS UN VILLAGE - QUARTIER

Abobo Baoulé Village-Quartier





Des équipements pour une meilleure connexion et intégration à la métropole

La création d'infrastructures devient urgente pour satisfaire à la fois les besoins du village mais aussi ceux de la commune d'Abobo.

Dans ce contexte de croissance démographique et de sortie de crise où le besoin de cohésion sociale se fait sentir, l'insuffisance et la perte de lieux permettant rassemblement et unité est à corriger.

Aussi, il paraît nécessaire de créer ou de réhabiliter des infrastructures structurantes à cet égard :

- Réhabilitation du centre culturel
- Requalification des équipements scolaires
- Requalification de l'espace de production de l'attiéké
- Réhabilitation des équipements de santé
- Création d'un marché et de commerces

En outre, l'amélioration et l'extension des réseaux doit être une priorité dans la connexion d'Abobo Baoulé à la commune d'Abobo et au reste de la ville. La création de nouvelles voies est aujourd'hui en projet de construction (une de contournement de la ville et une vers Agboville). La poursuite de ces projets pourrait être le bitumage de voies existantes et l'aménagement de moyens de franchissement des flux de circulation

Cette mutation vers un modèle de *village-quartier* peut faire d'Abobo Baoulé un nœud et une centralité au sein de la commune d'Abobo.

Développement autonome

On observe aujourd'hui une absence de dialogue entre les populations locales et les mairies des communes. De plus, l'Etat submergé par la résolution de problématiques plus globales, ne se préoccupe que très peu des besoins et conflits locaux. Aussi, le développement d'une gouvernance locale est à valoriser pour encourager la réalisation de projet et action à l'échelle des quartiers.

La mise en place, souvent laborieuse, longue et incertaine des projets investis par l'Etat, place certains quartiers dans une situation de forte précarité.

Ce constat nécessite ainsi l'initiative d'une organisation commune et autonome de la part des habitants.

Le village d'Abobo Baoulé ayant entamé ce processus, il s'agit de le valoriser et d'enrichir les dynamiques et potentiels du village à travers la programmation d'équipements.

Une chefferie moderne organisée et engagée :

Un système de gouvernance organisé autour d'une entité locale, permet une gestion et un traitement des problèmes de manière plus efficace. Le rapport direct entretenu entre les habitants, leur contexte de vie et la chefferie facilitent la réalisation d'actions plus ciblées et appropriées aux besoins des populations.

Dans le cas d'Abobo Baoulé, la chefferie a su se moderniser devenant une réelle structure administrative, organisée et engagée permettant un dialogue avec la mairie de la commune et l'Etat. Elle impulse ainsi de véritables dynamiques de développement aidant le village à ne pas demeurer dans une situation de précarité et de marginalisation (phénomène observable à Abobo Te).

Mise en valeur du patrimoine culturel et social :

L'importance des valeurs d'entraide et de communauté au sein de la structure villageoise alimente et favorise l'entreprise de dynamiques de groupe autonomes. Il s'agit d'exploiter et de valoriser ces caractéristiques.

Des activités nouvelles :

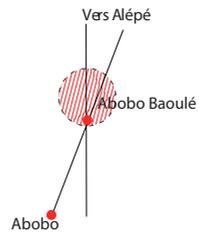
La construction et la réhabilitation d'équipements au sein du village d'Abobo Baoulé peut stimuler la création d'activités.

En effet, nous nous intéressons à la mise en place d'un système d'auto-construction :

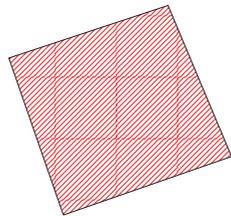
- économie sur certains coûts
- valorisation de circuits courts
- utilisation de matériaux locaux
- susciter l'intérêt des habitants à s'investir et à s'approprier le projet
- création d'emplois et réinsertion des chômeurs au sein des projets réalisés
- formation des chômeurs non ou peu qualifiés par la création d'ateliers d'apprentissage en collaboration avec des entreprises locales. Dans une réflexion sur leur insertion à long terme, la création d'un partenariat peut être envisagée pour une future embauche par les entreprises.



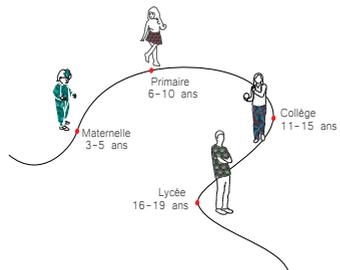
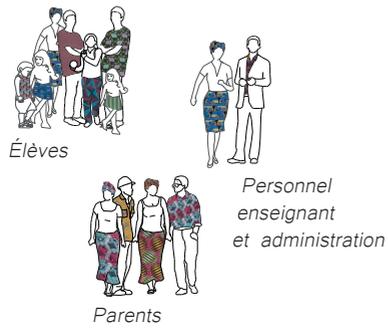
CITÉ SCOLAIRE



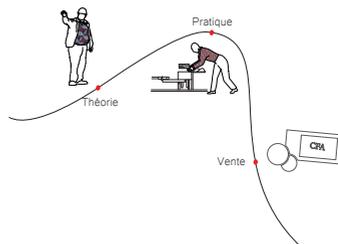
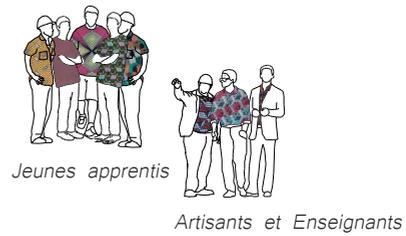
6 hectares



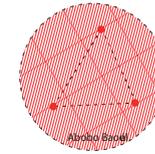
ÉCOLES



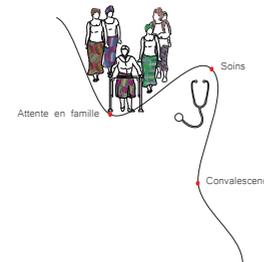
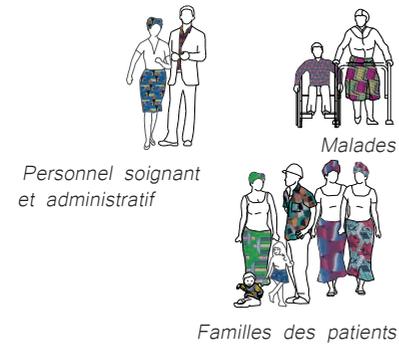
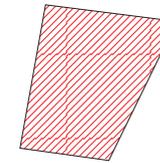
ÉCOLES DES MÉTIERS



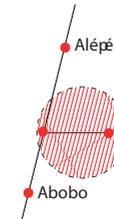
CENTRE DE SANTÉ



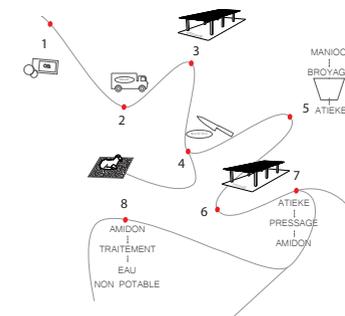
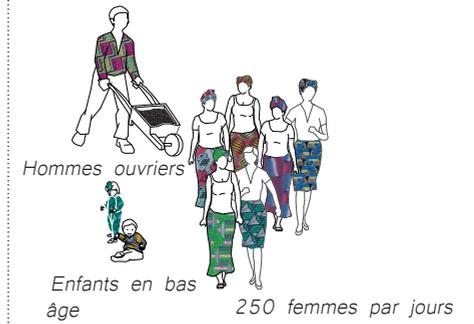
1,85 hectares



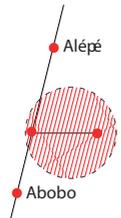
ESPACE MANIOC



1,5 hectares



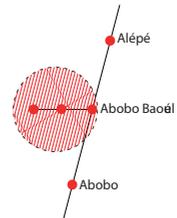
MARCHÉ



6 700 m²



COOPÉRATIVE & COMMERCES



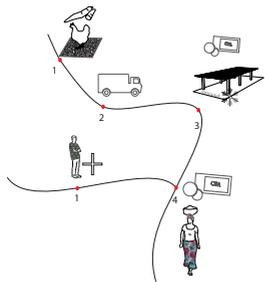
8 400 m²



144



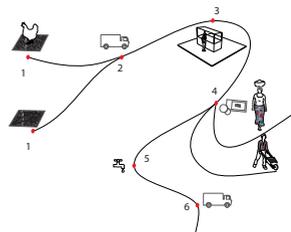
Agriculteurs . Personnels . Consommateurs



Agriculteurs



Acheteurs



II.3

STRATÉGIES . RÉSILIENCE VERS UN VILLAGE - QUARTIER

*Des équipements pour renforcer la cohésion
Requalification de l'espace de production de l'attîéké*





Association des femmes d'Abobo Baoulé

Situé en périphérie nord du village, sur une parcelle de 1,6 hectares, l'espace Manioc est le lieu où les femmes, organisées en association (Association des Femmes d'Abobo Baoulé) transforment artisanalement le manioc en attiéké, semoule largement consommée à Abidjan.

La production est utilisée principalement pour la vente mais aussi pour la consommation personnelle des femmes et de leur famille.

Cette production, réalisée dans de mauvaises conditions sanitaires et hygiéniques, pourrait être optimisée d'autant qu'elle soulève de nombreux enjeux à la fois sociaux, culturels et économiques.

L'association des Femmes d'Abobo Baoulé gérée par une présidente, et deux vice-présidentes, se compose d'environ trois cents femmes se relayant quotidiennement.

Le bureau, installé sous un petit hangar à l'extrémité du site, contrôle l'arrivée du manioc livré par des camionnettes bâchées et charrettes.

En effet, les femmes travaillent à leur compte et possèdent leur propre clientèle ; chacune d'entre elles achète son propre manioc.

L'association des femmes d'Abobo Baoulé prélève une taxe sur cette transaction de 2 000 CFA soit 3 euros pour le contenu d'une camionnette bâchée dont la valeur s'élève à 150 000 CFA soit 230 euros.

Aujourd'hui, aucun réinvestissement n'est entrepris dans l'amélioration du site et des conditions de travail des femmes, et dans l'innovation pour la production.



De gauche à droite : Claire Arnaud, Nandjui Sophie, Philomène Deirue

Un environnement précaire et insalubre

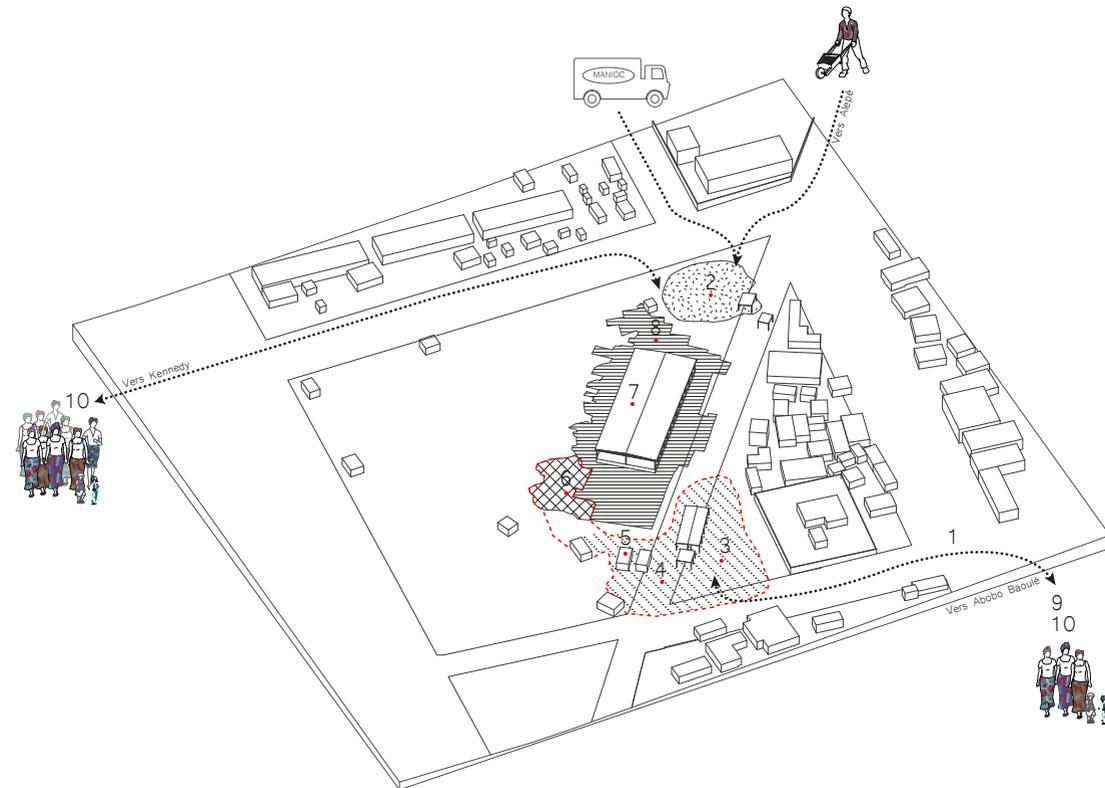
La production de l'attiéké menée sur deux jours, se déroule en plusieurs étapes : achat du manioc, épluchage du tubercule, découpage, lavage, broyage, pressage, fermentation, tamisage, séchage puis cuisson.

Seuls 40% de la surface de la parcelle sont exploités pour la production, ainsi les 60% restants sont laissés en friches.

La production est organisée autour de pôles mal définis, non aménagés et aux conditions sanitaires insalubres. En effet, la transformation du manioc est une activité polluante ; aucune gestion et traitement des eaux usées n'est mis en place.

Aujourd'hui toute la production ne se fait pas sur le site. Le manque d'espace disponible sous le seul hangar à disposition, contraint de nombreuses femmes à travailler au soleil ou sous la pluie et la cuisson s'effectue à domicile.

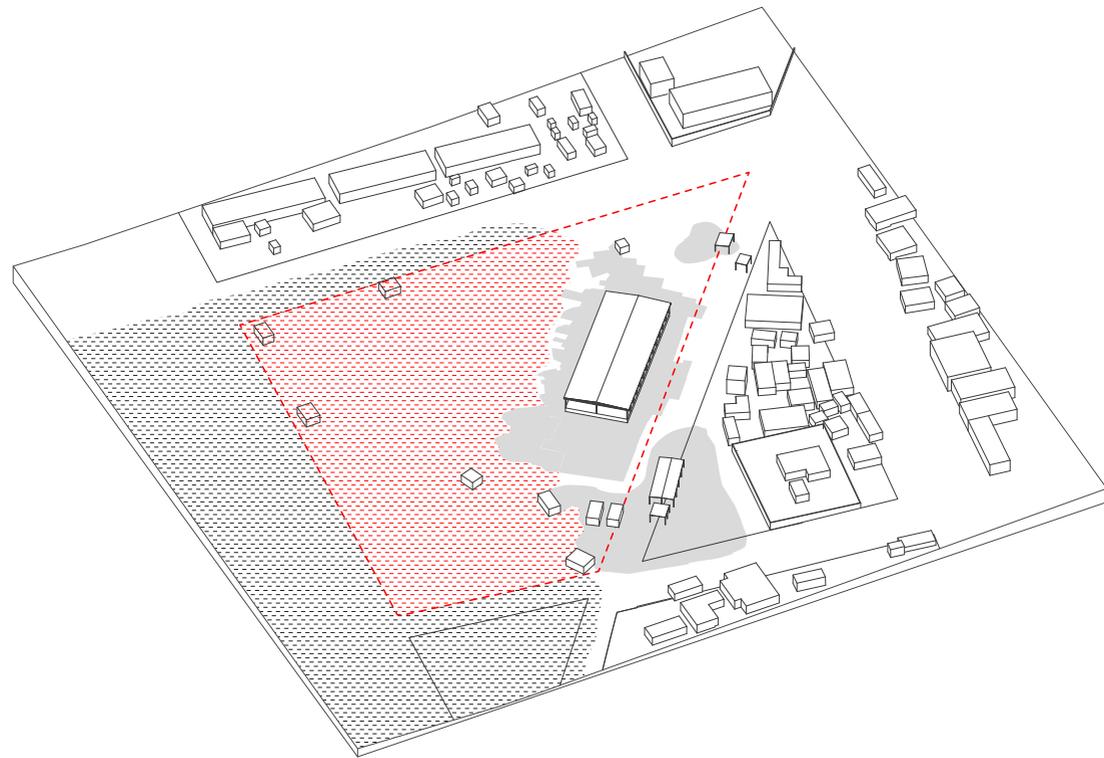
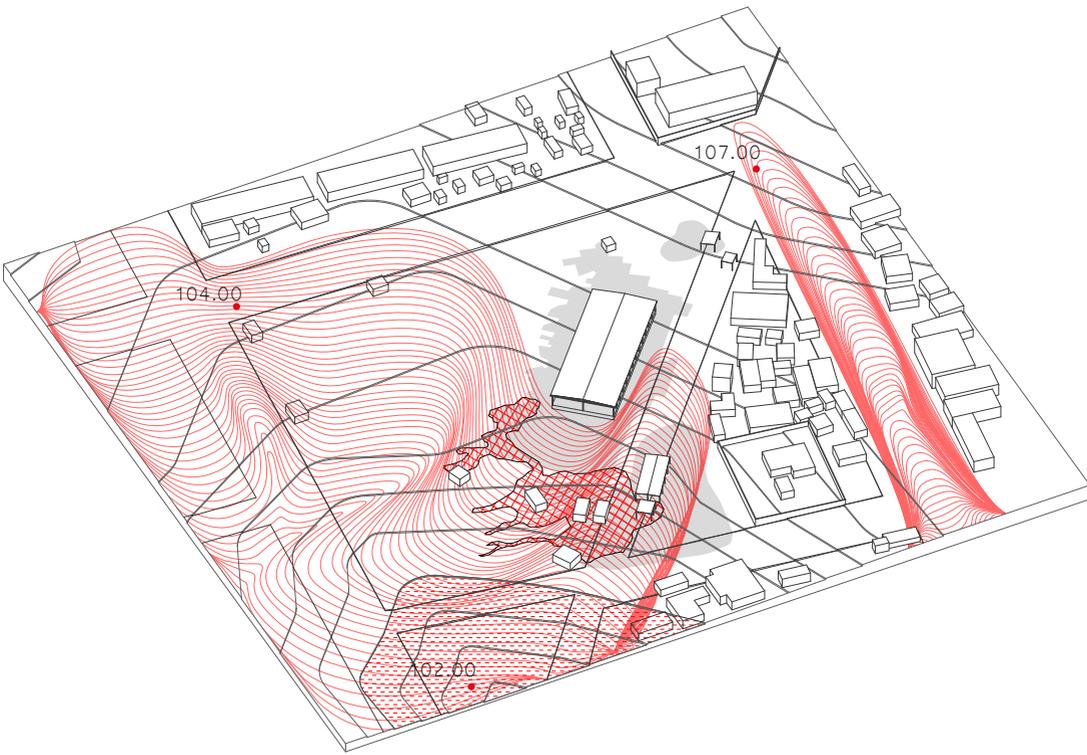
Ainsi, le manque d'infrastructure et d'aménagement engendre une rupture dans la production et l'impossibilité pour l'association de contrôler l'attiéké vendu.



152

Un système de production informel non optimisé et équipé

-  Achat
-  Epluchage, lavage, broyage
-  Pressage
-  Tamisage et séchage
-  Zone humide
-  Flux

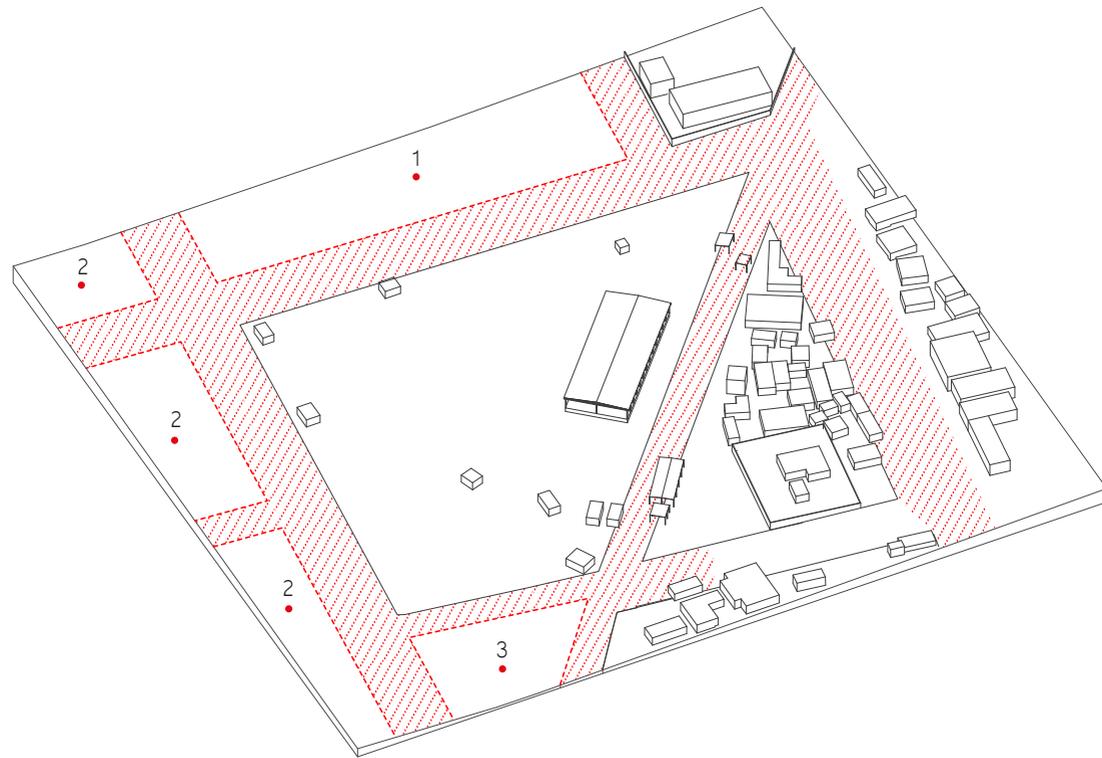


Pas de réinvestissement dans le développement et la valorisation du site

- Zone de production actuelle
- ▨ Zone polluée
- ▨ Bassin d'orage naturel
- ▨ Vent de force 6

Précarité sanitaire : un environnement non maîtrisé

- Zone de production actuelle
- ▨ Zone en friche . Brousse
- ▨ Zone en friche inexploitée . 60%
- ▨ Limite du parcellaire



Connexion et intégration à la métropole

 Voies futures recouvertes

 Futurs projets

1 Projet de marché

2 Lotissement

3 Bassin d'orage

Site de production

1,7 hectares

- Environ 60% de la parcelle n'est pas exploité et laissé en friche.
- Manque d'espaces couverts et aménagés pour la production.
- L'association ne possède pas d'espace de bureau ou de réunion pour travailler la journée et stocker des documents de comptabilité et autres.
- + Hangar permettant un espace protégé (1014m², dalle en béton, charpente en poutre treillis de 20m de portée et toiture en tôle).

Présence des enfants des femmes sur la parcelle



Plan masse existant



Site de production de l'attiéké, Abobo Baoulé.



Site de production de l'attiéké, Abobo Baoulé.



Vice présidente de l'Association des femmes d'Abobo Baoulé épluchant le manioc, site de production de l'attiéké, Abobo Baoulé.



Bassines utilisées pour le transport et la production, devant une habitation, Abobo Baoulé.

Trajet journalier

Les déplacements entre le lieu d'habitation et de production se révèlent fatiguants en raison du transport du matériel de production (bassines et tabourets). La capacité d'accueil insuffisante et la délocalisation de certaines tâches nécessitent des allers retours fréquents.



- Absence d'espace de stockage du matériel sur l'espace de production : bassines en plastiques (Ø60cm), machettes, petits tabourets en bois, grands sacs en plastique.



Rue non bitumée menant au site de production, Abobo Baoulé.

Accès au site

- Accès non bitumé; terre impémeable favorisant la stagnation de l'eau et des situations d'inondation.
- Aucune différenciation des flux piétons et routiers.
- Aucune identification du site (signalétique, limite).



Vente du manioc, Abobo Baoulé.

164

Achat du manioc

Chaque jour, huit à douze camionnettes bâchées en provenance d'Alépé, Bonoua ou Monga, déchargent leur cargaison sur le site. Les femmes achètent le manioc qu'elles déplacent au sud de la parcelle où elles l'épluchent, le découpent puis le lavent.



- Pas de local administratif pour l'association et la gestion des livraisons
- Absence de réinvestissement des fonds de l'association
- Aucun aménagement pour l'espace de livraison
- + Alimentation d'un fond commun
- + Peu de fluidité et de lisibilité des flux

165



Vente du manioc, Abobo Baoulé.



Epluchage en groupe du manioc, Espace manioc, Abobo Baoulé.

166

Epluchage & Découpage

Lors des activités d'épluchage, de découpage et de tamisage, les femmes se regroupent par pôles de cinq à quinze personnes.



- Absence d'infrastructure pour ce pôle d'activité (travail du manioc au sol, non gestion des déchets)
- + Recyclage des épluchures du manioc pour l'alimentation du bétail

167



Epluchage individuel du manioc, Espace manioc, Abobo Baoulé.



Lavage, Espace manioc, Abobo Baoulé.

168

Lavage

Lors du lavage, les eaux sont rejetées et stagnent ainsi sur le site, rendant l'accès aux zones de broyage difficile car très boueux.



- Pas de point d'eau et d'espace aménagé permettant le lavage.
- Pollution du sol par le rejet des eaux usées et leur stagnations (absence de traitement et de système de récupération des eaux usées).

169



Sol très pollué, Espace manioc, Abobo Baoulé.



Broyage, Espace manioc, Abobo Baoulé.

170

Broyage

Le broyage s'effectue à l'aide de machines (trois sur le site) disposées chacune dans un petit espace.

◆

- Infrastructures vetustes: matériaux non adaptés (parpaing), peu de ventilation et de luminosité
- Difficulté d'accès : mauvaise gestion des flux, sol boueux et pollué
- + Mécanisation du broyage

171



Infrastructure pour le broyage, Espace manioc, Abobo Baoulé.

Pressage et fermentation

Le manioc est pressé puis repose au moins six heures dans les presses. De même que lors du lavage, les eaux de la presse sont rejetées sans être canalisées ni traitées. L'eau stagnante dégage alors une odeur nauséabonde et des vapeurs toxiques dues à sa concentration en amidon et en cyanure.



- Rejet des eaux de la presse, polluées par leur teneur en amidon et cyanure
- Presse manuelle; difficulté physique
- + Possibilité de récupérer l'amidon pour la vente et les lessives



Femme et sa presse dans une des rues du village, Abobo Baoulé.



Tamisage devant un habitation du village, Abobo Baoulé.

174

Tamisage

- Mauvaise gestion des flux et de l'organisation des tâches sous le hangar
- Manque d'espace ombragé

175



Tamisage, Espace manioc, Abobo Baoulé.



Séchage, Espace manioc, Abobo Baoulé.

Séchage

Le grain est étalé sur des bâches au sol pour son séchage.



- *Mauvaises conditions sanitaires, présence de sable et poussière dans la semoule d'attiéke séchée à même le sol. Toxicité du plastique lors du séchage au soleil de la semoule d'attiéke.*



Séchage, Espace manioc, Abobo Baoulé.



Cuisson devant une habitation du village, Abobo Baoulé.

Cuisson

La cuisson s'effectue à l'aide de grands chaudrons en fonte.



- Absence d'infrastructure pour la cuisson sur le site.
Chaque femme doit retourner chez elle pour effectuer la cuisson de l'attiéké à la vapeur dans de grandes marmites.



Fin de la production de l'attiéké devant une habitation du village, Abobo Baoulé.



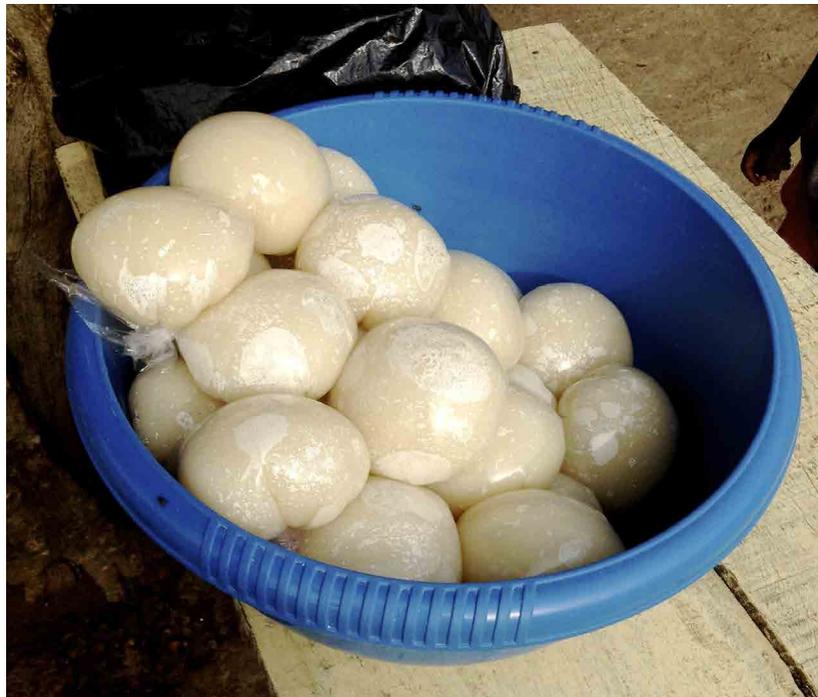
Transport de l'attiéké sur une charrette dans les rues Abobo Baoulé.

Vente

Les femmes vendent leur production au marché d'Angré. Dans le cas d'une commande spécifique (commande pour une cantine scolaire par exemple), l'acheteur vient enlever la marchandise et régler sur place.

◆

- + *Génération d'activités commerciales pour le village.*
- *Non valorisation du processus de production et de commercialisation : pas d'infrastructure de vente.*



Conditionnement de l'attiéké destiné à la vente dans des petits sachets de plastique, Abobo Baoulé.

Enjeux d'autonomisation

La fabrication de l'attiéké soulève aujourd'hui d'importants enjeux à la fois économiques, sociaux et écologiques.

En effet, spécialité culinaire des peuples Atchans, il est aujourd'hui l'aliment de base de tous les Abidjanais en raison de sa facilité de conservation et de son accessibilité financière (100 CFA, soit 0,15 euros, les 200g contre 150 CFA, soit 0,22 euros, pour un pain du même poids).

La production d'attiéké, dépendante de l'économie informelle est estimée à soixante-dix tonnes de marchandise par jour à Abidjan¹.

Cette forte demande entraîne le développement de cultures de manioc à l'intérieur des terres. Ainsi, la Côte d'Ivoire est le cinquième pays producteur avec une surface cultivée de 320 000 ha et une production annuelle de près de 2 millions de tonnes.

Bien que la demande soit importante, l'irrégularité des commandes rend cette activité du secteur informel, précaire pour les femmes. Elles sont ainsi obligées de se faire aider lors de commandes plus importantes, le plus souvent par des membres de la famille ou par des femmes des quartiers voisins.

Les politiques actuelles du pays tendent à valoriser ces cultures locales afin d'étendre le réseau de distribution de l'attiéké.

La réception du prix de l'AGOHA² en 2011 peut être une opportunité pour l'Association des Femmes d'Abobo Baoulé, dans la création d'échanges avec les Etats Unis et le développement d'exportations de l'attiéké.

Les modes de production actuels, réalisés dans de mauvaises conditions sanitaires et d'hygiène, ne permettent pas une extension

1. Etude de l'Office d'aide à la Commercialisation des Produits Vivriers (OCPV)

2. African Growth and Opportunity Act - May 2000. Accord de libre échange entre les Etats-Unis et l'Afrique

du réseau de distribution, sur le marché local, ni à l'international (présence de sable dans la semoule ou de micro-organismes dangereux).

La valorisation de l'espace de travail des femmes permettrait le renforcement de leur statut et de leur autonomie.

Pour le village, un tel pôle de production constitue un attrait et une source de revenu à valoriser. La construction d'un futur marché situé à proximité, pourrait favoriser et créer, de surcroit, des possibles synergies entre ces programmes.

Par la requalification de cet espace de production, il s'agit, à travers ce projet, d'améliorer les conditions de travail des femmes et de créer un véritable lieu d'activité : plateforme de transformation et de distribution de l'attiéké.

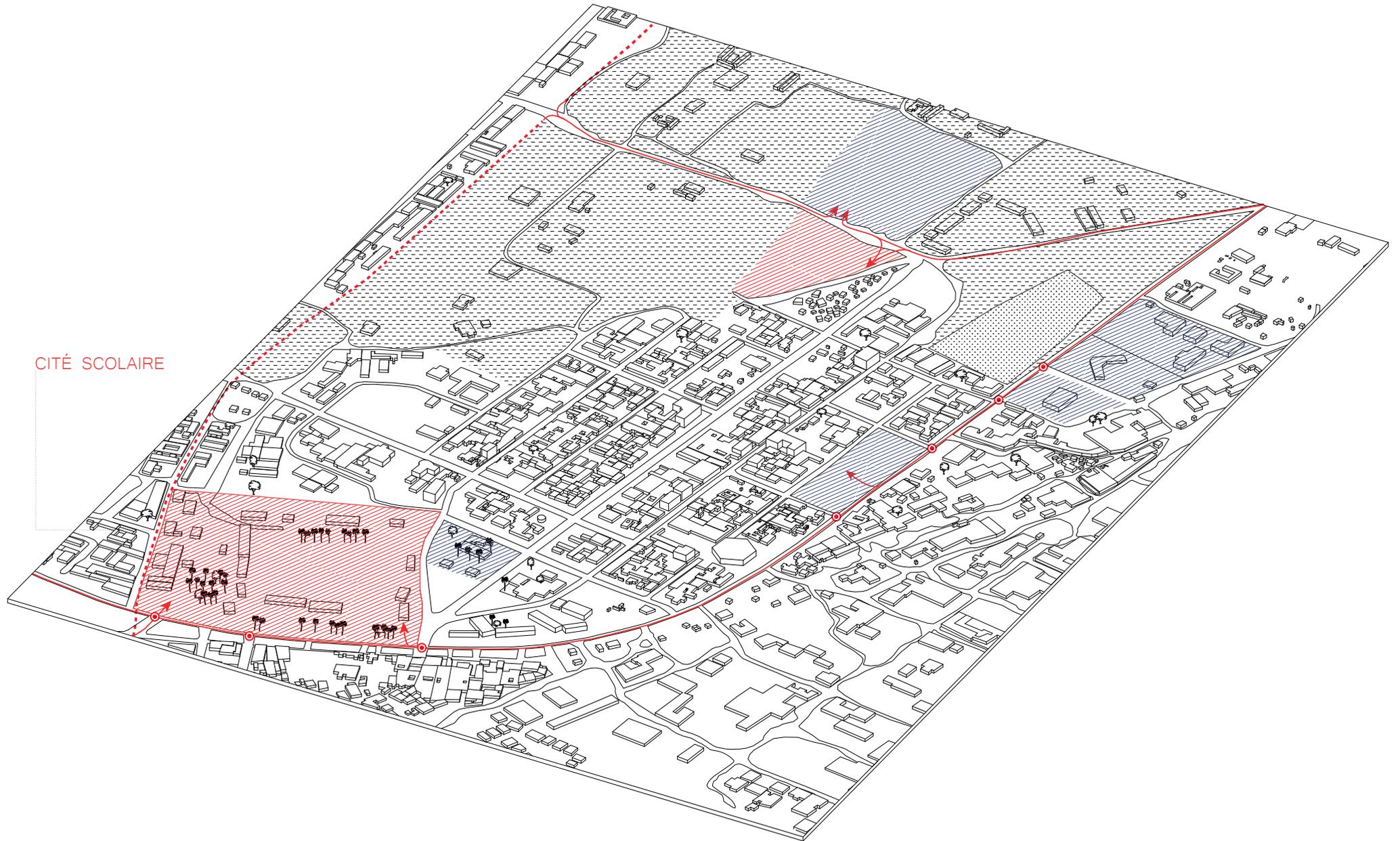
Nous proposons ainsi une réflexion sur la construction d'un pôle regroupant toutes les étapes de production.

II.3

STRATÉGIES . RÉSILIENCE VERS UN VILLAGE - QUARTIER

*Des équipements pour renforcer la cohésion
Création d'une cité scolaire*





CITÉ SCOLAIRE

Des écoles délaissées

Face à l'accroissement démographique et au peu d'investissement de l'Etat dans les structures scolaires, les classes sont surpeuplées et la qualité de l'environnement de travail se dégrade (le nombre de place disponible dans les établissements diminue en proportion).

Ceci pose des problèmes dans les communes défavorisées telle que celle d'Abobo. En effet, le Comité de Gestion, COGES, mis en place par l'Etat dans les écoles publiques, oeuvre pour que les parents participent au bon fonctionnement de l'établissement. Devant la situation précaire et vulnérable des habitants de la commune d'Abobo, il est difficile d'obtenir une contribution financière des parents considérant l'école publique comme un droit, donc gratuite.

Aujourd'hui Abobo n'est pas en capacité de répondre à la pression démographique de trois cent naissances par jour. En effet, le nombre d'établissements publics primaires et secondaires est insuffisant.

Ainsi, des élèves se retrouvent déscolarisés dès le collège ne pouvant payer les frais d'inscription demandés par des structures privées dans lesquelles ils se retrouvent affectés d'office.

Abobo Baoulé abrite deux groupes scolaires primaires (Ake Loba et Sadjro) et une école maternelle. Les trois structures relevant du secteur public.

Une partie des enfants qui y étudient viennent du village et des quartiers alentour (Belleville, Aboboté, Kennedy).

Nous nous intéresserons donc au réinvestissement du site dédié au groupe scolaire Sadjro afin de proposer la création d'une cité scolaire.

Lors de notre séjour à Abobo Baoulé, nous avons pu interroger les différents acteurs des écoles afin de recueillir leur témoignage et d'établir des diagnostics qui nous permettent de recueillir des stratégies programmatiques et architecturales.



Plan masse existant

Groupe scolaire Sadjro

4,8 ha, 4 écoles primaires, 1 882 élèves

Le groupe scolaire Sadjro comprend quatre écoles primaires, dont la première date de 1936 ainsi que des logements de fonction.

Une école primaire est composée de six niveaux, le CP1, CP2, CE1, CE2, CM1 et CM2. L'effectif par classe peut atteindre jusqu'à quatre-vingt élèves.

Ecole maternelle d'Abobo Baoulé

Le site de d'une superficie de 2600 m² possède cinq classes et accueille 158 élèves.

Accès au site

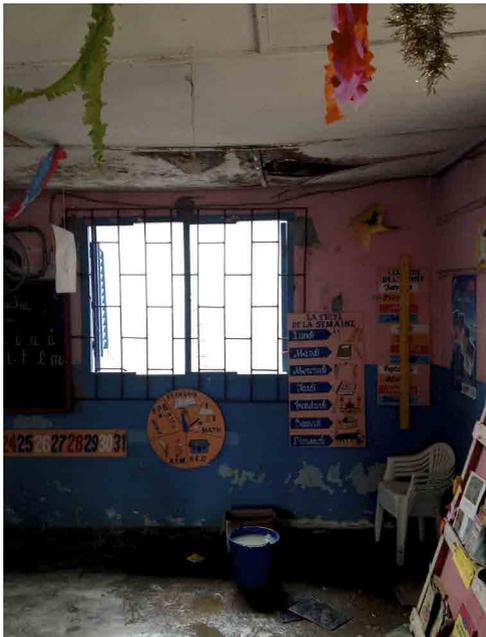
L'accès au site se fait par un rond point situé à l'entrée du village, coupé du trafic de la route d'Alépé.



Place devant le groupe scolaire, arrivée des bus, Abobo Baoulé.



Classe de l'école maternelle, Abobo Baoulé.



Fuites d'eau dans les classes de l'école maternelle, Abobo Baoulé.

Ecole maternelle

- Bâtiment en agglomérés et toitures simples en tôle vétustes (fissures, écailles, tôles usagées, inondations...) non rénové depuis la construction en 1978.
- Sureffectif : manque de classe.
- Absence d'espace dédié à la sieste.
- Manque de mobilier et de matériel didactique (peu de tables, nattes sur le sol, peu d'espace pour l'institutrice, pas de bureau)
- Sanitaires très vétustes et non hygiéniques.
- Mauvaise ventilation des classes et bureaux.
- Matérialité des classes inadaptée pour de jeunes enfants (3-5 ans).
- + Coursive extérieure, distribution efficace et ventilée



Ecole maternelle, Abobo Baoulé.



Salle de classe, école maternelle, Abobo Baoulé.



Ecole maternelle, Abobo Baoulé.



Cours de l'école maternelle, Abobo Baoulé.



Espace extérieur de l'école, Abobo Baoulé.

198



Espace extérieur de l'école, Abobo Baoulé.

Espaces extérieurs

- Difficulté de surveillance des espaces de récréation trop vastes et non délimités.
- Insécurité : impossibilité de contrôler les entrées et sorties sur le site de l'école.
- Récolte irrégulière des déchets : présence de décharges de déchets solides sur le site.
- Peu d'entretien du site : végétation en friche, sol en terre boueux.
- Equipements sanitaires insuffisants et insalubre. Points d'eau non fonctionnels.
- Absence de mobilier extérieur et d'équipement pour la détente (protection du soleil ou de la pluie).
- + Végétation abondante.

199



Espace extérieur de l'école, Abobo Baoulé.



Espace récréatif, Abobo Baoulé.



Espace extérieur de l'école, Abobo Baoulé.



Espace récréatif, Abobo Baoulé.



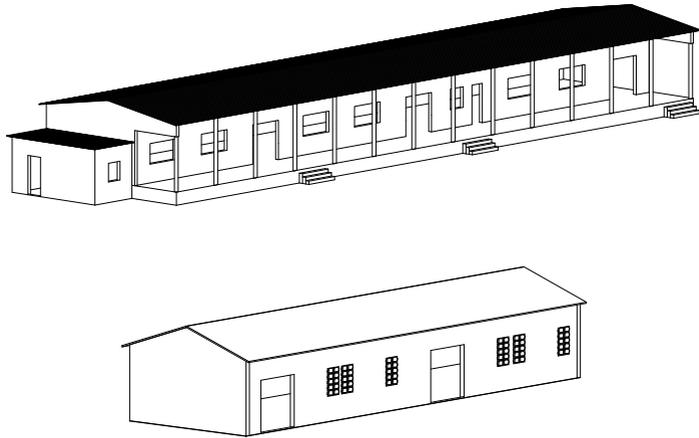
Espace extérieur de l'école recouvert de débris, Abobo Baoulé.



Sanitaires de l'école, Abobo Baoulé.

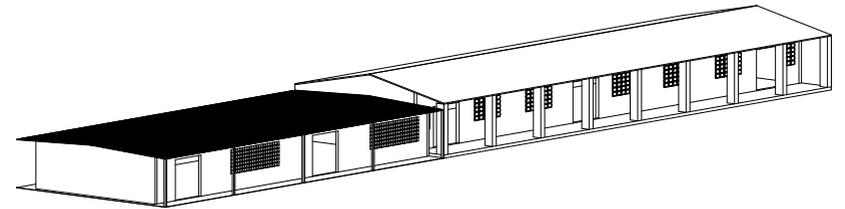
École 1

8 classes, 434 élèves



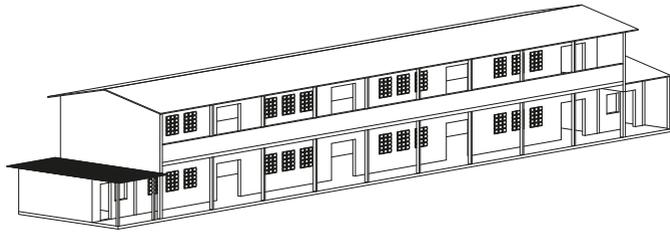
Ecole 2

7 classes, 451 élèves



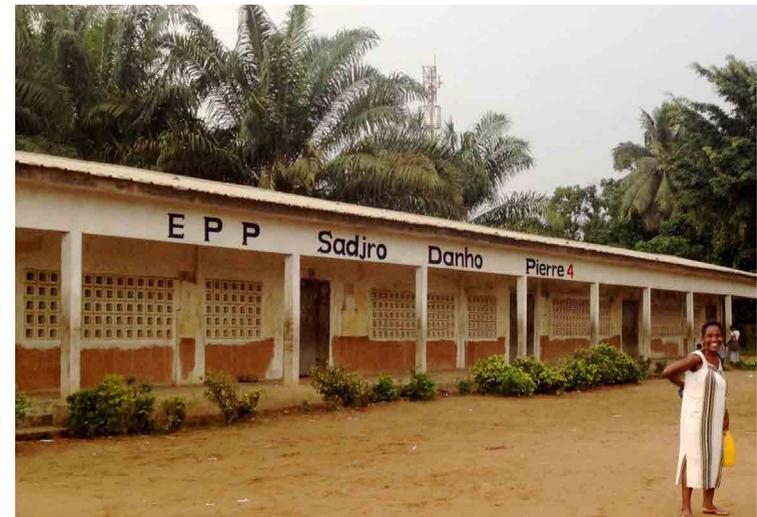
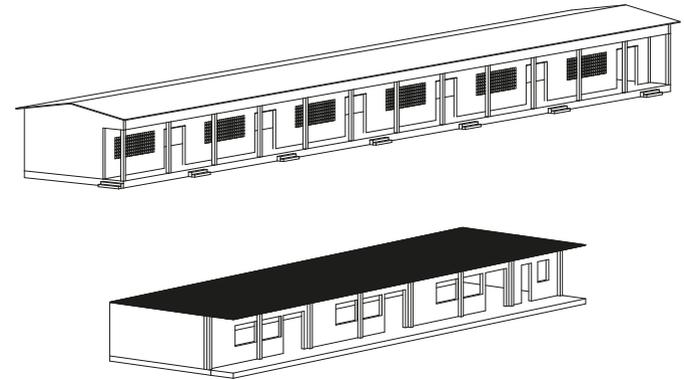
École 3

7 classes, 520 élèves



École 4

7 classes, 477 élèves





Salle de classe, Abobo Baoulé.

208

Quatre écoles primaires

- Grande vétusté des bâtiments (fissures, écailles, tôles usagées, inondations...).
- Effectifs pléthoriques parfois quatre-vingt élèves par classe.
- Manque de mobilier et de matériel didactique.
- Absence de bureaux administratifs, d'espace de rassemblement et de rangement pour les enseignants.
- Sanitaires très vétustes et non hygiéniques.
- Mauvaise ventilation des classes et bureaux.
- Absence d'espace aménagé pour les repas.
- + Coursive extérieure, distribution efficace.
- + Bâtiment sur un niveau permettant le maintien d'une échelle humaine.

209



Logement du directeur de l'école n°3, Abobo Baoulé.

Logement des enseignants

19 logements

- Insuffisance de logements pour les trente six enseignants.
- Vétusté des logements existants.



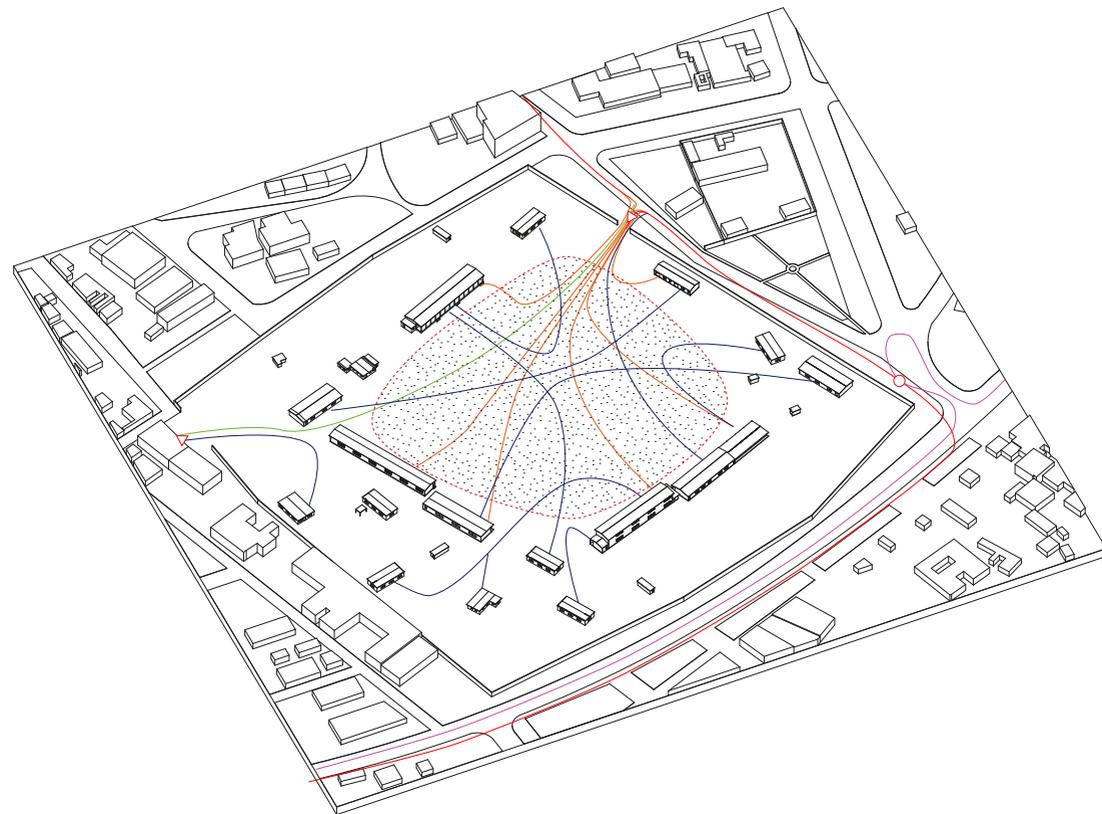
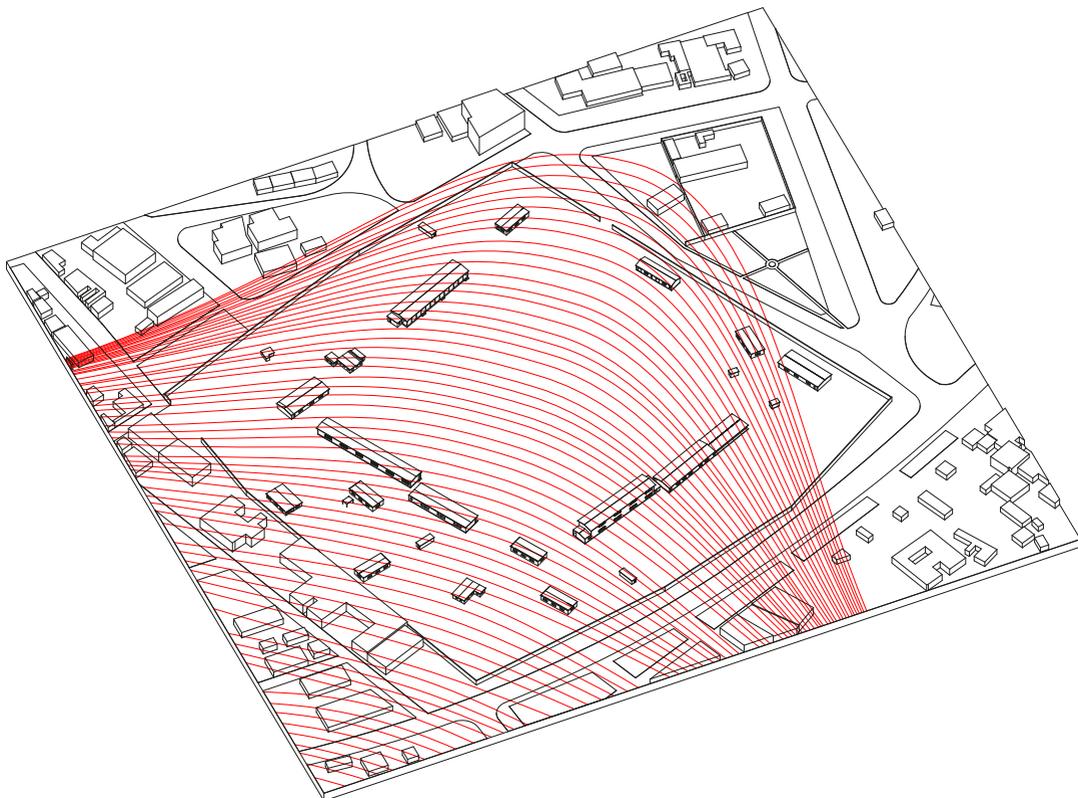
Terrain de football, groupe scolaire Sadjro.

Equipement sportif

- Terrain de sport non entretenu, végétation en friche.
- + Grande superficie.
- + Occupation du terrain de foot par les jeunes du village après les cours en fin de journée.



Terrain de football, groupe scolaire Sadjro.

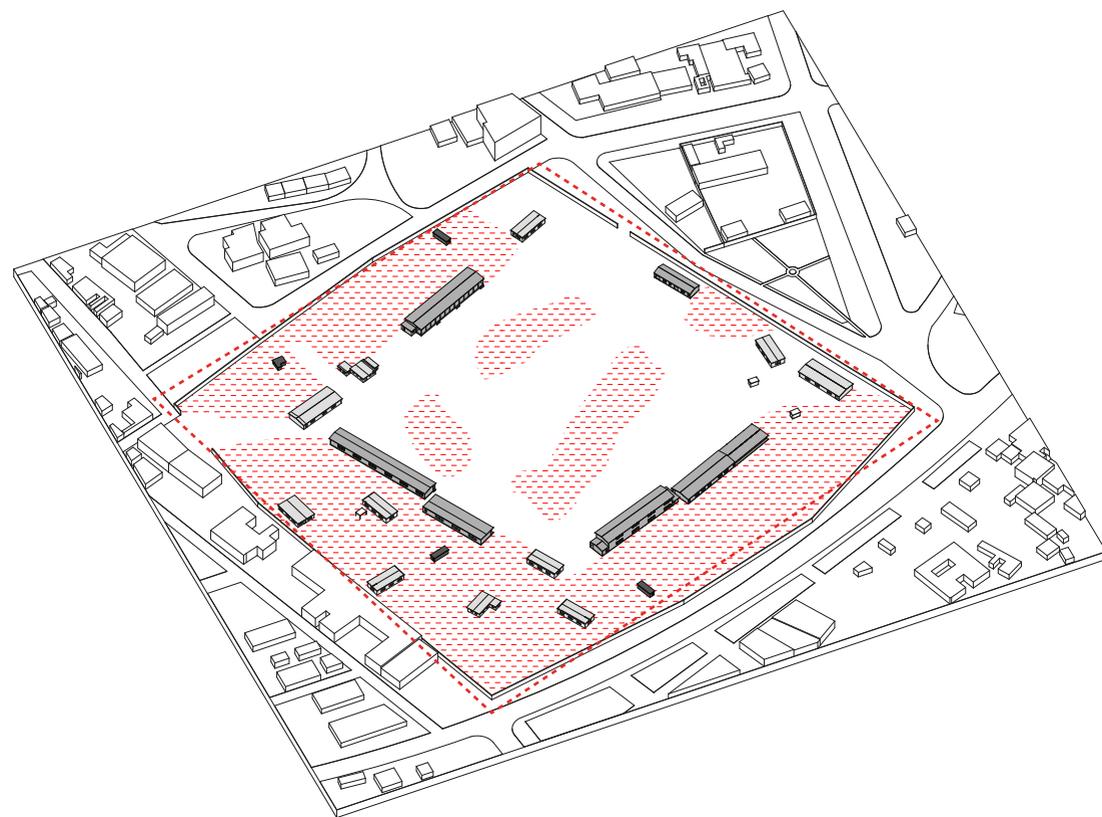


Un vent dominant Sud Ouest

 Vent dominant de force 6

Des flux non hiérarchisés

-  Zone
-  Flux piétons
-  Flux élèves
-  Flux enseignants
-  Flux extérieurs
-  Flux bus
-  Entrées
-  Station de bus



Une cité scolaire : unité et rassemblement

L'éducation est un thème cher à la chefferie. Le programme d'une cité scolaire constitue l'un des projets prioritaires pour Abobo Baoulé. De plus, le village tente d'obtenir la gestion de cet équipement éducatif afin d'être plus performant et investi dans son intendance et son développement. Des jeunes chômeurs du village pourraient se voir confier la réalisation de travaux de maintenance.

Il s'agit dans un premier temps de répondre aux besoins urgents de la commune d'Abobo et du village d'Abobo Baoulé en valorisant un lieu d'apprentissage, de rassemblement et d'échange.

La construction d'une cité scolaire offre une continuité d'enseignement et la mise à disposition d'infrastructures sportives et culturelles. Le programme se compose d'établissements maternelle, primaire, secondaire, professionnel et sportif.

Le contexte climatique est un facteur déterminant et incontournable dans l'organisation du projet et son profilage.

Nous porterons donc une attention particulière à l'isolation et à la ventilation naturelle, dans ce climat tropical humide et chaud où l'intensité lumineuse est forte.

Une parcelle non optimisée

-  Logements des enseignants
-  Ecoles
-  Sanitaires
-  Zones en friche
-  Limite parcellaire

CONCLUSION



Nous avons tenté, dans le cadre de ce projet, de mettre en œuvre les notions acquises tout au long de notre cursus étudiant en les rendant opératoires : développement soutenable, care, cadre bâti...

Conscientes de la complexité des problématiques abordées qui dépassent le strict cadre de ce travail, nous nous sommes intéressées aux enjeux d'un village, aujourd'hui inséré dans la ville, qui cherche à poursuivre un développement spécifique en tissant des liens avec la commune à laquelle il est rattaché : c'est cette interaction qui lui donnera une chance de dépasser son état de crise (précarité, insalubrité, chômage).

1. Une approche contextuelle :

A Abobo Baoulé, la nécessité d'intégrer le contexte au processus de conception est apparue comme une évidence. En effet, il est nécessaire de lier davantage l'architecture et l'interprétation du contexte, pour permettre une plus grande cohérence entre nature et culture. Cette démarche est particulièrement pertinente face aux états de vulnérabilités observables dans les grandes métropoles africaines en développement.

Ainsi malgré les complexités multiples (environnement, démographie, contexte social...) qui entourent le projet architectural, il se doit plus que jamais, de se révéler comme bien d'intérêt public et ne pas se contenter de « cultiver le mirage d'un environnement toujours meilleur, réservé à une fraction toujours plus restreinte de la population mondiale, voilà l'alternative à laquelle se trouve confrontée l'architecture¹ ».

1. NIEMEYER Oscar, La ville de l'an 2000 - Revue Le Courrier, UNESCO-Mars, 1985.

2. Des processus de développements architecturaux et urbains soutenables :

Nous proposons pour ce projet un processus de conception dans lequel nous avons tenté de mettre en place des dispositifs soutenables pour l'autonomisation des populations :

- auto construction
- formation des jeunes chômeurs aux métiers de la construction
- valorisation des savoir-faire et matériaux locaux
- adaptation aux contraintes climatiques et réduction des besoins en énergie.

3. Un système de gouvernance locale :

Face à l'impuissance des municipalités et de l'Etat, il est important de s'appuyer sur un système de gouvernance locale de chefferie avec un mandat à moyen terme qui permet de prendre les aspirations des différentes générations dans un esprit de solidarité intégrant présent et futur pour répondre aux besoins des populations.

L'intégration des structures villageoises est ainsi un facteur décisif dans le développement urbain de la métropole et de son cadre bâti.

4. Instaurer un climat de cohésion sociale entre systèmes rural et urbain :

La relation d'interdépendance entre commune et quartier ou village, incarnée par le développement de projets locaux, constitue un facteur déterminant dans le processus d'intégration des structures villageoises au sein de la métropole.

Conclusion

En réponse aux besoins des populations, la création d'infrastructures et de services nécessaires au développement harmonieux de la communauté, est une réponse qui favorise l'intégration de tous. Ainsi, Abobo Baoulé peut devenir un exemple de développement économique et social rayonnant autour de lui grâce :

- aux moyens donnés aux femmes pour développer et pérenniser leur activité
- à l'amélioration du cadre de l'enseignement scolaire et professionnel
- à la gestion des services urbains qui tient compte des contraintes environnementales (eau, déchets...)

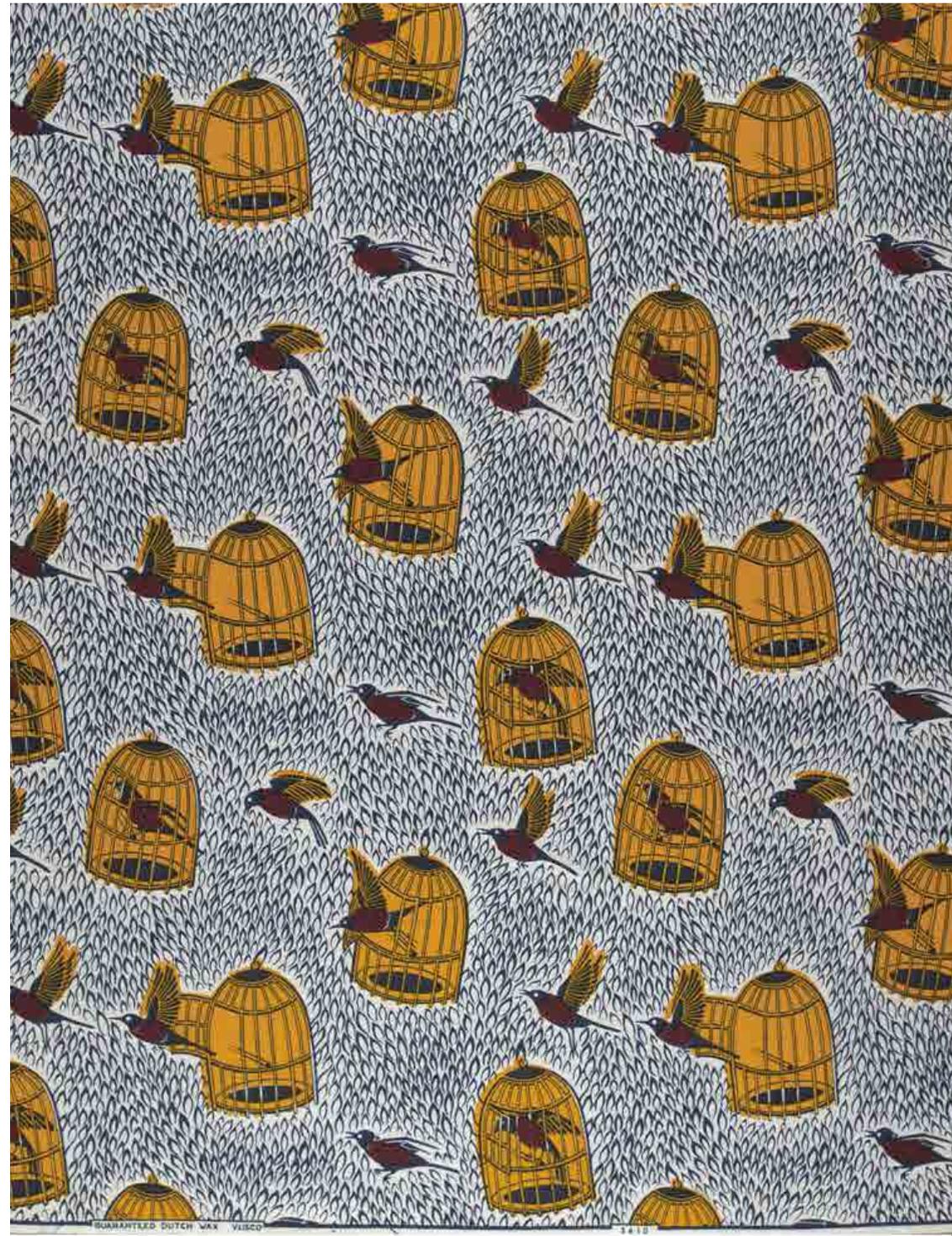
Il est aussi pour la métropole :

- Un nouveau pôle économique
- Un lieu autonome de gestion des services publics
- Un exemple

Toutefois, ce modèle est-il reproductible et à quelles conditions ?

Ainsi, le projet architectural, au service d'une démocratie éclairée, peut être moteur d'autonomisation et œuvrer pour le bien-être des générations présentes et futures.

BIBLIOGRAPHIE



LIVRES

ALLAIN Rémy, *Morphologie urbaine – Géographie, aménagement et architecture de la ville*, Armand Colin, 2004, 254p.

ANTOINE Philippe, DUBRESSON Alain, MANOU-SAVINA, *Abidjan «côté cours» : pour comprendre la question de l'habitat*, Karthala, 1987, 277p.

ARAVENA Alejandro, IACOBELLI Andrés, *Elemental: Incremental Housing and Participatory Design Manual*, Hatje Cantz, 2011, 509p.

BAINBRIDGE Sierra, BERLANDA Tomà et DE BOECK Filip, *Afritecture, building social change*, Hatje Cantz, 2013, 272p.

230 DAVIS Mike, *Le pire des mondes possibles*, La découverte, 2007, 252p.

DIABATE Henriette, KODJO Léonard, *Notre Abidjan «Toujours plus haut»*, Mairie d'Abidjan Ivoire média, 1991, 256p.

FRIEDMAN Yona, *L'architecture de survie. Une philosophie de la pauvreté*, L'éclat, 2009, 219p.

LEPIK Andres, *Small scale big change. New architectures of social Engagement*, Moma, 2001, 140p.

SECCHI Bernado et VIGANO Paola, *Un projet pour le Grand Paris et la métropole de l'après-Kyoto. La ville poreuse*, Metis Presses, 2011, 294p.

FILMS

« *Moi, un noir* », Jean ROUCH, 1958, 73min.

Lagos, Rem KOOLAAS, 2003, 55min.

REVUES

Quand les villes font leur révolution, Jeune Afrique, numéro spécial n°4, 2013.

Le droit au logement, ARCHIBAT Spécial salon 2011

L'officiel de l'immobilier, n°24, septembre 2013.

Afrique Méditerranée, Business, N°2, Août, septembre, octobre 2013.

Abidjan, d'un quartier à l'autre, Fraternité hebdo, édition spéciale 7 aout 1973.

Maçonnerie, N°15, février, mars, avril 2014.

Carin Smuts. Energy and people, AA N°394, mars 2013.

ARTICLES

ARNAUD Michel, Document sans titre

ARMAND Myriam. Tissu urbain, tissu social : stratégies antagonistes d'occupation de l'espace à Abidjan. In ; Espace, population, sociétés, 1988-2. L'urbanisation en Afrique. p261-274.

HAERINGER Philippe. Abidjan : quatre cercles plus un. In: Dureau Françoise (coord.), Dupont Véronique (coord.), Lelièvre E. (coord.), Lévy J.P. (coord.), Lulle T. (coord.) *Métropoles en mouvement : une comparaison internationale*. Paris (FRA); Paris : Anthropos ; IRD, 2000, p. 73-80. (Villes). *Métropoles en Mouvement : Les Interactions entre Formes de Mobilité et Recompositions Territoriales à l'Épreuve de la Comparaison Internationale* : Atelier International, Paris (FRA), 1998/12/04-08.

COURET Dominique. Entre environnement urbain et développement local à Abidjan, pour une nouvelle mise en perspective de la ville du sud. In : Le Bris Emile (ed.). *Villes du sud : sur la route d'Istanbul*. Paris : ORSTOM, 1996, p. 201-225.

KOFFI A. M., 2008. *Gestion coutumière d'un terroir rural, entre risques et incertitudes d'une valorisation économiques : le cas de Songon M'brathé en pays ébrié (Sud-Est de la Côte d'Ivoire)*. In *Incertitude et Environnement. La fin des certitudes scientifiques*, ALLARD P., FOX D., PICON B. (sous dir), France, Edisud, pp 407-419.

KOFFI A. M. ; 2006. « La périurbanisation : menace ou opportunité pour les terroirs ruraux : le cas d'Abatta un terroir ébrié / Côte d'Ivoire, » in *Grafigéo*, n°31, Coll. Mémoires et documents de l'UMR PRODIG, pp 13-26.

DOSSIERS

Projet pour le développement du schéma directeur d'urbanisme du Grand Abidjan en République de Côte D'Ivoire, Rapport Initial, Ministère de la construction, du logement, de l'Assainissement et de l'urbanisme (MCAU), Agence Japonaise de coopération internationale, février 2013.

Mission d'instruction du projet d'Aménagement des Quartiers Restructurés d'Abidjan (PAQRA) Aide-mémoire de mission in République de Côte d'Ivoire Contrat de Désendettement et de Développement 2012-2015-Amandine DUKHAN EBC/CLD 22-26 avril 2013

Contrat de désendettement et de développement (C2D) entre la Côte d'Ivoire et la France, Fiche projet : Cote d'Ivoire C2D, Septembre 2013.

Projet pour le développement du Schéma directeur d'urbanisme du Grand Abidjan en Côte d'Ivoire, Consortium pour «Le projet pour le développement du schéma directeur d'urbanisme du Grand Abidjan», SDUGA, Oriental consultants CO., LTD Japan Development institute International development center of Japan Asia Air Survey Co., LTD, 12 avril 2013.

Documentations diverses AFD

Schéma de structure Schéma directeur 2000.

Emergency additional financing project paper on a proposed additional financing grant from the crisis response window. in the amount of sdr millionida (us\$35 million equivalent) crisis response window (us\$15 million equivalent) to the Republic of Côte d'Ivoire for the emergency urban infrastructure project (additional financing), The World Bank, May 3, 2010

Bibliographie

Rapport No. 42835-CI, Document de projet d'urgence portant sur une proposition de don d'un montant de millions de 57,10 DTS (équivalents à 94 MUSD) à la République de Côte d'Ivoire pour le projet d'urgence d'infrastructures urbaines, Document de la Banque mondiale, 29 mai 2008.

SÉMINAIRE

Séminaire suivie à l'ENSAPVS, en S8, au sein du domaine d'étude n°4 : Sciences et théories appliquées aux processus de la morphogenèse architecturale (sous la direction de Patrice Ceccarini et avec la participation de Sylvaine Bulle).

ANNEXES



Visite de chantier

Durant notre deuxième voyage, nous avons pris l'initiative de visiter deux chantiers réalisés en briques de terre crue compressée : chantier de l'hôpital de Tiassalé et chantier d'un village de plantation.

Ces opérations nous ont intéressé par la facilité de la mise en oeuvre de ces briques qui grâce à un système autobloquant, s'imbriquent et se montent sans mortier. La brique est fabriquée à partir de laterite, matériau local, et d'un pourcentage limité de ciment (de 5% à 10%) permettant la fabrication in situ et réduisant ainsi les transports et les coûts.

Ce système ne nécessite pas de qualification particulière des ouvriers; après seulement quelques journées de formation, ils sont aptes à réaliser la totalité du processus de construction.



Fabrication des briques, séchage sous une bâche, Dabou.



Fabrication des briques, Dabou.



Chantier de l'hôpital, Tiassalé.



Briques de terres compressées autobloquantes, Tiassalé.



Fabrication des briques, Tiassalé.



Fabrication des briques, mélangeur, Tiassalé.



Fabrication des briques, presse, Tiassalé.



Mise en oeuvre des briques, Tiassalé.



Fabrication des briques, presse, Tiassalé.



Mise en oeuvre des briques, Tiassalé.



Apprentissage de la mise en oeuvre des briques avec les ouvriers à l'aide d'un maillet, Tiassalé.



Fabrication des briques, tamis, Tiassalé.



Apprentissage de la fabrication des briques, pressage, Tiassalé.



Briques de terre compressées, Tiassalé.



Chantier de l'hôpital, Tiassalé.



Fondations et murs Tiassalé.



Ferrillages pour toitures, Tiassalé.



Apprentissage de la mise en oeuvre des briques avec les ouvriers à l'aide d'un maillat, Tiassalé.



Chainages d'angle, Tiassalé.



Mur réalisé avec des blocs autobloquants, Tiassalé.



Maison de plantation, Dabou.



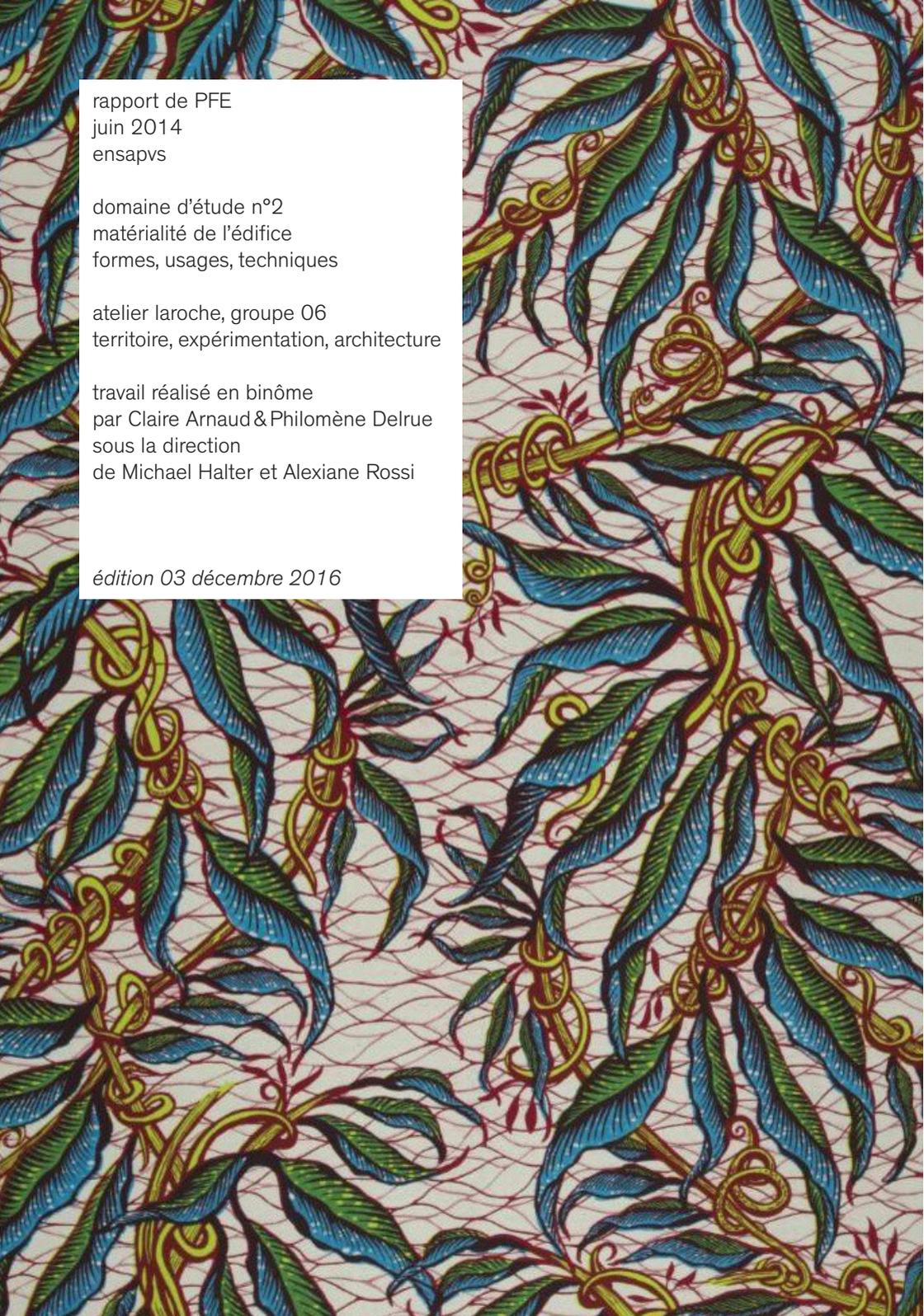
Maison de plantation, Dabou.



Mur moucharabieh, Dabou.



Fondations, Dabou.



rapport de PFE
juin 2014
ensapvs

domaine d'étude n°2
matérialité de l'édifice
formes, usages, techniques

atelier laroche, groupe 06
territoire, expérimentation, architecture

travail réalisé en binôme
par Claire Arnaud & Philomène Delrue
sous la direction
de Michael Halter et Alexiane Rossi

édition 03 décembre 2016